

## Les enjeux diplomatiques dans le *Magasin encyclopédique* (1795-1799) : du rejet des systèmes politiques à la redéfinition des rapports entre les nations.

Virginie Martin

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/610>

DOI : 10.4000/lrf.610

ISSN : 2105-2557

### Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

### Référence électronique

Virginie Martin, « Les enjeux diplomatiques dans le *Magasin encyclopédique* (1795-1799) : du rejet des systèmes politiques à la redéfinition des rapports entre les nations. », *La Révolution française* [En ligne], 2 | 2012, mis en ligne le 15 septembre 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/610> ; DOI : 10.4000/lrf.610

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© La Révolution française

---

# Les enjeux diplomatiques dans le *Magasin encyclopédique* (1795-1799) : du rejet des systèmes politiques à la redéfinition des rapports entre les nations.

Virginie Martin

---

- 1 Relever les traces d'un discours sur la diplomatie dans le *Magasin encyclopédique* n'a rien d'une évidence. L'entreprise relèverait presque d'un contresens pour ce périodique qui se veut « purement littéraire »<sup>1</sup> et « uniquement consacré aux sciences, aux arts et aux lettres »<sup>2</sup>. En effet, parce qu'elle est moins une science qu'un « art » du politique, la diplomatie n'apparaît pas comme un sujet explicite du *Magasin encyclopédique* : aucune entrée spécifique n'est consacrée aux « affaires extérieures » tandis que rares sont les ouvrages recensés sous la rubrique « politique ». À première vue, il semble donc que ce périodique savant se soit délibérément tenu à l'écart du grand débat sur la paix et la guerre qui, de 1795 à 1799, cristallise les oppositions politiques et sature le champ journalistique et éditorial. Ce débat, qui a essentiellement pour enjeu la redéfinition d'un nouvel ordre européen centré sur et au bénéfice de la Grande Nation, se décline autour de certains thèmes récurrents : les modalités de coexistence de la République avec les monarchies européennes, les conditions d'une paix durable et « glorieuse » et les formes politiques à donner aux conquêtes françaises. En retour, il a alimenté une réflexion intense sur les « systèmes politiques » qui doivent servir de soubassement à cet ordre européen inédit<sup>3</sup>.
- 2 L'originalité du *Magasin encyclopédique* consiste pourtant moins à exclure de son propos ces « systèmes politiques » qui classent et hiérarchisent les pays par rapport à leur poids respectif dans la balance diplomatique européenne (entre puissances prépondérantes ou secondaires) ou du point de vue de leurs rapports avec la France sur l'échiquier militaire

(entre pays alliés, neutres ou ennemis d'un côté, et entre pays conquis, annexés ou satellisés de l'autre), que d'envisager les rapports entre les États et les relations entre les peuples européens en dehors de tout « système ». Sans être explicites, les enjeux diplomatiques contemporains ne sont donc pas entièrement absents de ce périodique. Le *Magasin encyclopédique* tient bel et bien un discours sur l'actualité diplomatique, mais un discours en quelque sorte déguisé ou crypté, qui se trouve disséminé dans une multitude de rubriques consacrées aux « voyages », à « l'histoire », à la « géographie », à la « littérature », ou encore à « l'économie politique » et à « la statistique ». Cet éclatement des savoirs, emblématique de « l'encyclopédisme empirique » d'Aubin-Louis Millin de Grandmaison, permet ainsi de dissoudre les questions diplomatiques dans un discours culturel qui se veut apolitique – ou plus exactement, en les dégageant de la conjoncture politique et militaire immédiate, de les inscrire dans un projet cosmopolite indissociable de la démarche encyclopédique<sup>4</sup>. L'encyclopédisme de Millin se définit en effet avant tout comme une entreprise collective, interdisciplinaire et cosmopolite qui vise à dépasser les oppositions politiques, les cloisonnements heuristiques et les tensions diplomatiques. En cherchant à « rassembler » les différents champs du savoir, autant qu'à « réconcilier » ses émetteurs, quelles que soient leurs opinions et leur nationalité, l'ambition des rédacteurs n'est rien moins que d'œuvrer au progrès général de la civilisation en Europe.

- 3 S'il est particulièrement difficile de faire émerger sur ces questions diplomatiques un point de vue, sinon un positionnement politique net du *Magasin encyclopédique*, qui, par sa forme (encyclopédique), par son objet (scientifique et culturel) et par sa conception (polyphonique) brouille constamment les pistes, l'étude de ce périodique prouve néanmoins que dans le contexte post-thermidorien, la Grande Nation n'a pas seulement été pensée comme une puissance rétablissant ou réalisant à son profit l'idéal de « monarchie universelle ». Parallèlement et concomitamment, elle a été conçue comme un point de convergence, de diffusion et de circulation des connaissances scientifiques et intellectuelles à l'échelle européenne. Dans le *Magasin encyclopédique*, les relations entre la France et l'Europe sont moins envisagées comme un « tableau figé » - par rapport à des enjeux territoriaux ou géopolitiques sanctionnées par les traités diplomatiques - que dans une perspective et dans une dynamique culturelle - par rapport à des communications et des échanges que la diplomatie doit permettre de réactiver. Caractéristique de ce « moment thermidorien », cette promotion de l'Europe comme creuset et moteur du processus de civilisation revêt sous le Directoire une forte teneur politique : il apparaît alors comme une voix décalée, sinon discordante, par rapport à un discours politique tout entier focalisé sur les « systèmes diplomatiques » qui doivent permettre de consolider l'existence de la République française en Europe.
- 4 Envisager cette question des rapports entre la France et l'Europe dans les 34 premiers numéros du *Magasin encyclopédique* (entre 1795 et 1800) permet donc de comprendre en quoi la presse savante a joué un rôle majeur dans la redéfinition culturelle de la diplomatie en 1794-1795, avant de s'imposer, sous le Directoire, comme un des lieux de critique des ambitions hégémoniques de la Grande Nation. Si feutrée ou larvée qu'elle soit en apparence, cette opposition n'en contient pas moins une réelle charge subversive : en battant en brèche les dogmes du discours officiel et en déconstruisant les « systèmes diplomatiques » dont il est porteur, elle contribue à délégitimer la politique extérieure du Directoire. Si l'antagonisme politique et militaire des nations européennes a engendré des phénomènes de repli culturel, et si les nouveaux critères de hiérarchisation des peuples sont légitimés par un discours intellectuel qui fonde les différences nationales sur des

divergences culturelles, en quoi l'encyclopédisme permet-il de renverser ces discours discriminants et de repenser différemment les rapports entre les peuples ? En quoi l'encyclopédisme s'inscrit-il pleinement dans la promotion d'une civilisation européenne qui est posée comme l'antithèse de la « barbarie » révolutionnaire, mais également comme l'envers même des systèmes politiques du Directoire ?

## **Le *Magasin encyclopédique*, tribune et vitrine de la redéfinition culturelle de la diplomatie thermidorienne**

- 5 L'engagement sans réserve du *Magasin encyclopédique* dans l'écriture de la légende noire de la Terreur ne s'explique pas seulement par le statut de victime de l'an II de son créateur, Aubin-Louis Millin de Grandmaison<sup>5</sup>. Dans la relecture thermidorienne de la Terreur à laquelle les principaux rédacteurs du périodique prêtent leur plume, le désert culturel et le vide diplomatique de l'an II ont en effet partie liée. Ils participent tous deux d'une construction idéologique qui interprète la Terreur comme un processus de « rétrogradation de la civilisation »<sup>6</sup> ou comme une parenthèse de retour à la barbarie, causée autant par le vandalisme révolutionnaire que par l'isolement français<sup>7</sup> : en rompant les relations diplomatiques de la France, c'est la Terreur, bien davantage que la guerre, qui est tenue pour responsable de cette rupture des communications littéraires et savantes en Europe, synonyme d'acte de décès de la « République des Lettres ».

## **Le cosmopolitisme encyclopédique comme remède à l'isolement diplomatique français**

- 6 Au même titre que l'instruction publique, la diplomatie est conçue à partir de l'an III comme un moyen d'inverser ce processus en relançant le progrès de la civilisation, brutalement interrompu, en France, par la Terreur et, en Europe, par les guerres révolutionnaires. Comment ? En renouant entre les nations européennes les liens brisés par ces guerres, c'est-à-dire en faisant sortir la République d'une marginalité diplomatique qui s'est soldée, en France, par un dépérissement scientifique et culturel, dont la dégénérescence morale de la nation est le symptôme et dont la Terreur fut la maladie. Le raisonnement thermidorien est le suivant : la barbarie de l'an II s'est nourrie de l'ignorance populaire ; celle-ci a été en grande partie causée par l'anéantissement de la culture, qui, elle-même, a été engendrée par un déficit structurel de communications avec l'étranger. De là, deux remèdes sont envisagés : pour éviter le retour de la « tyrannie » et de « l'anarchie », il faut éduquer le peuple ; et pour éduquer le peuple et guérir « l'esprit public », malade de la Révolution, il convient de combler le retard culturel français en allant chercher les matériaux de connaissances là où la science a continué à progresser : à l'étranger.
- 7 Millin associe en effet étroitement la question de la déliquescence des lettres et des sciences avec celle des faillites de « l'esprit public ». Il ne cesse de souligner que ces deux phénomènes, spécifiques à la France, ont épargné les Anglais (qui ont cette même « avidité de s'instruire » et pour qui le « goût des livres coûteux et utiles » est un « luxe et une mode »), aussi bien que les Allemands (« qui dans ce moment-ci paraissent avoir conquis par leurs travaux et leur patience le sceptre de la littérature » et pour qui la « science est une ambition » et la lecture une « passion »)<sup>8</sup>. Dès lors, il est du « devoir des

journalistes de recueillir les connaissances littéraires qu'ont faites les savants étrangers pendant qu'un sommeil de mort engourdissait en France tous les talents, en même temps qu'il y glaçait tous les cœurs »<sup>9</sup>. La rupture de thermidor passe donc par le retour au « règne de la raison »<sup>10</sup>, garanti par les institutions savantes et pédagogiques créées en l'an III dont le *Magasin* ne cesse de vanter les mérites et d'encourager le développement. Mais elle passe aussi par le rétablissement des relations diplomatiques qui, seul, peut permettre la restauration des liens culturels entre la France et l'Europe. En cela, la sortie de la Terreur, promue à l'unisson par les thermidoriens et par le *Magasin encyclopédique*, est donc à la fois politique, culturelle et diplomatique.

- 8 Ce n'est donc pas un hasard si les deux « autorités » sous le patronage desquelles Millin place le *Magasin encyclopédique* sont précisément les deux sources d'inspiration majeures de ce tournant culturel thermidorien : Grégoire et Condorcet, avec lesquels Millin entretient des liens personnels étroits et des affinités idéologiques évidentes. C'est en effet par une citation de Grégoire que Millin ouvre le premier numéro du *Magasin encyclopédique*<sup>11</sup> – Grégoire, à qui il doit sa nomination au cabinet des Médailles et des Antiques de la Bibliothèque nationale<sup>12</sup> et qui joue un rôle déterminant dans la renaissance culturelle de l'an III, en tant que fer de lance de la campagne contre le vandalisme, avocat des hommes de lettres<sup>13</sup> et promoteur d'un vaste programme de correspondance savante et littéraire en Europe<sup>14</sup>. C'est également par un ample compte rendu consacré à *L'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* de Condorcet, que l'un des trois co-fondateurs du *Magasin*, François-Joseph Noël inaugure le périodique<sup>15</sup>, au moment même où ce texte est « adopté officiellement comme le manifeste philosophique de la reconstitution post-thermidorienne »<sup>16</sup>. Si Condorcet est alors érigé par les thermidoriens en figure exemplaire de l'homme de lettres sans parti, martyrisé par les terroristes de l'an II<sup>17</sup>, il fut aussi, entre 1789 et 1793, l'un des principaux rédacteurs de la *Chronique de Paris*, journal fondé et codirigé par Millin et Noël.
- 9 À son ex-collaborateur, Millin emprunte trois idées majeures qui sont alors remises à l'honneur par Grégoire : celle de « perfectibilité », comme développement croissant et indéfini du genre humain, celle de « sociabilité » entre les hommes de lettres et les scientifiques européens et, enfin, celle de « fraternité universelle » : dans la dixième époque de *L'Esquisse*, la disparition des guerres et l'extinction des haines nationales sont posées comme les seuls moyens de faire advenir cette « fraternité des nations » qui constitue l'horizon inéluctable vers lequel l'esprit humain doit tendre<sup>18</sup>. Comme Grégoire et comme Condorcet, Millin fait donc du rétablissement de la paix en Europe la condition même de la renaissance des lettres, des sciences et des arts en France. Ainsi, au moment même où les notions de « civilisation », de « sociabilité » et de « perfectibilité » sont réactualisées par les thermidoriens qui en font les fondements mêmes de leur programme culturel, elles sont adoptées par les rédacteurs du *Magasin* comme les socles de leur projet encyclopédique. Et ce sont ces mêmes notions qui inspirent la réforme de la diplomatie en l'an III.
- 10 En effet, dès l'automne 1794, les thermidoriens affichent leur volonté de fonder une diplomatie « républicaine » qu'ils posent en rupture avec la prétendue diplomatie « révolutionnaire » de leurs prédécesseurs. C'est en effet au bellicisme outré et au propagandisme forcené de cette diplomatie révolutionnaire qu'ils attribuent la rupture du dialogue entre la France et l'Europe. À partir de l'an III, la reprise de ce dialogue avec l'Europe permet donc de sortir la France de la double impasse culturelle et diplomatique dans laquelle la Révolution l'aurait amenée et la Terreur, enfermée. Au même titre que le

développement des échanges commerciaux<sup>19</sup>, les traductions d'œuvres étrangères<sup>20</sup> ou l'étude des langues étrangères<sup>21</sup>, la diplomatie est donc conçue comme un moyen privilégié de communication avec l'étranger : si, d'un côté, elle permet de combler le prétendu « vide » culturel français hérité de la Terreur par l'enregistrement des productions scientifiques et culturelles étrangères, elle permet, de l'autre, de redonner à la France ce rôle de moteur dans le progrès général de la civilisation qu'elle aurait perdu sous la Révolution et abdiqué sous la Terreur. Ces deux ambitions thermidorienne qui sont à la source de la redéfinition culturelle de la diplomatie constituent, de fait, les deux antennes du *Magasin encyclopédique*.

## La diplomatie républicaine au service de la renaissance des échanges culturels en Europe

- 11 Caractéristique de ce « moment thermidorien », cette articulation étroite entre les enjeux diplomatiques et les enjeux culturels a pourtant été largement occultée : trop souvent relue sous l'angle exclusif de la « réaction thermidorienne » chère à Albert Mathiez, la rupture de l'an III se serait traduite, en termes diplomatiques, par la mise entre parenthèses des principes de droit naturel de l'an II, par la repolarisation des négociations autour d'enjeux strictement nationaux, voire nationalistes et, en conséquence, par l'abandon assumé du projet cosmopolite révolutionnaire. Ainsi reformulée et dévoyée, la diplomatie ne serait plus, à partir de l'an III, qu'un outil au service de l'expansion militaire française, sacrifiant les principes de fraternité universelle entre les peuples sur l'autel des intérêts nationaux et éclipsant du même coup les rapports moraux entre les nations<sup>22</sup>. Dans l'optique thermidorienne, l'Europe ne se réduit pourtant pas à cet « ordre » que les négociations de paix cherchent à figer dans des frontières et à fixer par des traités. Au-delà de sa fragmentation géopolitique, l'Europe est également conçue comme un espace de circulation des connaissances (scientifiques, littéraires et philosophiques) et ces échanges culturels et commerciaux sont envisagés comme des moyens de « rapprocher les nations ». En effet, pour pouvoir occuper une place prépondérante dans la balance politique de l'Europe, il ne suffit pas à la République d'être conquérante : sa puissance recouvrée n'est qu'une partie de la gloire passée de la France, laquelle tenait, autant qu'à sa force militaire, à sa prospérité économique et à son rayonnement culturel. Redéfinir la diplomatie autour de ces enjeux économiques et culturels, c'est donc légitimer cette place à part que revendique la République en Europe. Ce tournant idéologique entraîne une métamorphose majeure de la diplomatie républicaine : jusqu'alors seulement considérée comme un remède à la « guerre totale », la diplomatie est considérée en l'an III comme un outil pour bâtir une Europe pacifiée et stabilisée autour de ces intérêts communs que sont la culture et le commerce. Appelée à jouer ce rôle de trait d'union entre les gouvernements et les nations déchirés par les guerres révolutionnaires, la diplomatie est redéfinie comme une véritable science de ces intérêts nationaux – des intérêts qu'il s'agit de retrouver dans le présent (dans l'économie) comme dans le passé (dans l'histoire).
- 12 C'est à partir de l'automne 1794 que ce « tournant diplomatique » est entériné : la réforme de la Commission des Relations extérieures en est la traduction institutionnelle. Celle-ci voit ses attributions entièrement redéfinies par le décret du 7 fructidor an III/24 août 1794<sup>23</sup> : d'un côté, le Comité se charge des négociations – en renouant les liens politiques avec les gouvernements étrangers (pour rebâtir un ordre géopolitique

européen neuf) ; de l'autre, la Commission s'occupe désormais exclusivement des objets scientifiques et commerciaux – en renouant les liens culturels avec les nations étrangères (pour rebâtir un ordre culturel qui s'assimile à une nouvelle version de la République des Lettres). La paix « glorieuse », solide et durable, que cherchent à fonder les thermidoriens est intimement liée à cette double reconstruction (culturelle et diplomatique), qui confère à la Commission, parallèlement au Comité de salut public, un rôle majeur. Parallèle et non subalterne puisqu'au même titre que les négociations *stricto sensu*, la culture et le commerce constituent l'une des clés de la rénovation diplomatique thermidorienne. En effet, le commerce est désormais considéré comme une branche diplomatique à part entière : remettant à l'honneur les conceptions de Montesquieu, les thermidoriens font du commerce un remède à l'opposition irréductible entre monarchies et républiques<sup>24</sup>. La place croissante des enjeux commerciaux dans les négociations de l'an III ne saurait donc être interprétée comme le symptôme d'une dérive pragmatique de la diplomatie républicaine : le commerce est un outil diplomatique à vocation cosmopolite, puisqu'il constitue le seul moyen de rapprocher des États aux enveloppes politiques divergentes et d'unir les peuples autour d'intérêts communs. Ainsi, si le commerce permet de mettre du liant dans le dialogue diplomatique entre les diplomates républicains et les ministres des rois, il favorise aussi les liens entre les nations sur la base de leurs intérêts réciproques.

- 13 Si ces intérêts commerciaux sont universels, ils sont aussi invariables : enracinés dans le temps, ils constituent la seule garantie de la pérennité des traités de paix signés en l'an III. Déceler ces intérêts réciproques pour pouvoir les faire peser dans la balance des négociations, c'est donc rechercher dans l'histoire de chacun des États européens en particulier et dans l'histoire de la diplomatie européenne en général, ces intérêts qui ne changent pas, au-delà et en dépit des guerres et des révolutions. D'où la promotion systématique, dans le *Magasin*, de tous les ouvrages destinés à faire connaître ces intérêts commerciaux intangibles qui peuvent être utiles dans les négociations en cours – comme par exemple, le *Dictionnaire universel de la géographie commerçante* de Jean Peuchet, entrepris « pour vaincre le temps, traverser les siècles et apprendre aux générations quels sont les vrais intérêts, les solides richesses des états, la source de leur constante prospérité »<sup>25</sup>. En ce sens, la conception même du « métier » et du statut de diplomate s'en trouve profondément bouleversée : le diplomate n'est plus seulement un agent politique, représentant le régime républicain et négociant en son nom au mieux de ses intérêts ; il se définit comme un spécialiste de ces intérêts nationaux réciproques sur lesquels doivent désormais reposer les relations diplomatiques. Cette métamorphose du diplomate en « expert » est concomitante d'une redéfinition décisive de la diplomatie : à partir de l'an III, la diplomatie n'est plus seulement un instrument politique et un auxiliaire de la guerre, elle est aussi un véhicule culturel : elle doit se mettre au service des sciences morales et politiques, à qui elle doit fournir la « matière première » nécessaire à leur développement. À partir de la circulaire du Comité de salut public du 5 brumaire an III/26 octobre 1794, les agents diplomatiques sont en effet chargés de recueillir dans les pays étrangers des ouvrages, des objets et des données culturels et scientifiques, dans une optique encyclopédique clairement assumée :

« Il était impossible que le mouvement rapide de la Révolution ne ralentît les progrès de l'esprit humain dans ce qui ne tendait pas directement à l'amélioration du corps social et à la recherche des moyens de résister aux efforts des ennemis de la Liberté pour détruire la République dès sa naissance. Les événements glorieux de la campagne et le triomphe des principes régénérateurs, rendent au gouvernement la faculté de porter son attention sur tout ce qui peut contribuer à la prospérité

autant qu'à la gloire nationale et à porter le peuple français au rang qui lui est dû parmi les nations policées et que sa bravoure et sa sagesse lui ont déjà assuré parmi les puissances de la terre. La culture des sciences et des arts ayant été de tout temps l'occupation chérie des hommes libres, un des services les plus éminents que les agents de la République en pays étranger puissent rendre à leur patrie est d'étudier les moyens propres à faire fleurir dans son sein les connaissances sublimes qui ont illustré les peuples et civilisé la plus grande partie du globe. Les découvertes qui favorisent le développement de l'industrie requièrent au même point leur sollicitude.

Nous te prévenons donc qu'à l'avenir, une partie essentielle de tes devoirs sera de recueillir dans le pays où tu résides tout ce qui pourra donner de nouvelles lumières sur les sciences et les arts. La prospérité publique devant être ton but principal, tu t'attacheras surtout à transmettre les notions utiles pour l'éducation, l'agriculture, le commerce, la navigation, les manufactures, les métiers de toute espèce. Tu entretiendras, à cet effet, une correspondance suivie avec ceux qui pourront te fournir des renseignements exacts sur ces différents objets et tu en feras passer les résultats au commissaire des Relations extérieures. Nous comptons sur ton zèle pour donner à cette branche intéressante de nos rapports avec les nations étrangères toute l'extension dont elle est possible »<sup>26</sup>.

- 14 Les recherches des agents sur le terrain étranger sont guidées par le questionnaire que rédige à leur intention Volney au printemps 1795, à l'initiative du commissaire des Relations extérieures, André-François Miot<sup>27</sup>. Ce dernier s'entoure en effet de spécialistes de ces questions économiques et culturelles, qu'il fait entrer dans les bureaux de chacune des divisions de la Commission pour y traiter les informations relayées depuis l'étranger par les agents diplomatiques. Le passage de Volney dans l'administration de la Commission des Relations extérieures, entre le 6 novembre 1794 et le 30 mai 1795 (date à laquelle il est autorisé par la Commission à se rendre aux États-Unis<sup>28</sup>), a rarement été mentionnée par les historiens, alors qu'il est pourtant tout à fait essentiel pour comprendre le parcours ultérieur de cet Idéologue comme pour expliquer l'articulation toujours plus étroite des sciences et de la diplomatie à partir de l'an III<sup>29</sup>.
- 15 En leur indiquant « les points de l'économie politique dont le gouvernement semble plus particulièrement s'occuper dans ce moment », Volney cherche en effet à orienter leurs recherches sur des objets précis, en fonction des « besoins » formulés par les institutions culturelles et scientifiques nées des réformes thermidorienne<sup>30</sup>. Ce questionnaire érige donc le diplomate républicain en modèle de « voyageur éclairé » puisqu'il en fait l'un des leviers essentiels des transferts culturels et de la thésaurisation encyclopédique<sup>31</sup>. Par rapport au voyageur, l'agent diplomatique présente en effet une qualité : c'est la connaissance approfondie des pays dans lesquels il réside qui lui permet d'enregistrer des données statistiques fiables. Or, l'idée selon laquelle la qualité des observations et des informations sur un pays étranger dépend de cette « expérience » durable de l'étranger constitue bel et bien l'un des leitmotivs du *Magasin encyclopédique*<sup>32</sup>. Publié en 1813 sous le titre emblématique *Questions de statistiques à l'usage d'un voyageur*, ce questionnaire destiné en l'an III aux agents diplomatiques s'inspire des conceptions historiques que Volney expose au même moment dans ses *Leçons d'Histoire* à l'École normale<sup>33</sup>. Ces *Leçons*, le *Magasin* en fait également la promotion dès son 1<sup>er</sup> numéro dans un compte rendu très élogieux signé par celui qui n'est pas seulement le collaborateur de Millin, mais également l'un des « cadres » de la diplomatie républicaine : François-Joseph Noël<sup>34</sup>. Ce dernier partage avec Volney l'idée selon laquelle le savoir républicain est un savoir statistique qui a pour objet l'étude du développement moral des nations. En effet, « la méthode analytique ou philosophique » que Volney érige en modèle d'une histoire



« régénérée », consiste à dresser « l'histoire biographique d'un peuple », sous son rapport physique et moral, à partir de la masse de renseignements accumulés par les voyageurs à l'étranger :

« Ceci m'a fait plus d'une fois penser que des voyages entrepris et exécutés sous ce point de vue seraient les meilleurs matériaux d'histoire que nous puissions désirer, non seulement pour les temps récents mais encore pour les temps passés [...] D'abord, il est évident qu'un travail de ce genre ne peut être exécuté par un seul individu et qu'il exige le concours d'une foule de collaborateurs. Il faudrait une société nombreuse, qui, partagée en sections, suivit méthodiquement chaque branche d'un plan identique de recherche »<sup>35</sup>.

- 16 Cette « masse de collaborateurs », Volney la trouve dans le milieu diplomatique et ce « plan identique de recherche » n'est autre que le questionnaire d'économie politique qu'il remet à la Commission des Relations extérieures. Ce questionnaire fait donc de la diplomatie une véritable machine d'enregistrement de ces données statistiques sur l'étranger, qui doivent permettre d'écrire une histoire morale des nations européennes. En cela, la diplomatie se met donc au service de la science républicaine et de la réforme de l'écriture de l'histoire : l'histoire universelle se fonde désormais sur des matériaux statistiques, à partir d'une méthode critique et d'une finalité morale qui est celle de « l'histoire philosophique » des progrès de l'esprit humain. Or cette histoire philosophique que l'on peut définir à la suite de Christian Decobert comme « une construction narrative sur le passé mais en référence au temps présent »<sup>36</sup>, n'est pas dénuée d'enjeux politiques et diplomatiques. Comme l'a souligné Elizabeth Guibert-Sliedziewski, Volney a cherché à « installer l'histoire sur des bases épistémologiques sûres », afin de la rendre utile au législateur en lui donnant à voir les causes et les mécanismes de développement des peuples<sup>37</sup>. En faisant connaître la « constitution morale et politique » des différentes nations et en permettant ainsi, par la comparaison, de dégager les lois qui président aux progrès ou à la dégénérescence des corps politiques, la diplomatie participe à la réflexion sur les moyens politiques susceptibles d'accélérer le processus de civilisation à l'échelle européenne.
- 17 À partir de l'an III, la Commission des Relations extérieures apparaît donc comme un véritable pôle de redistribution des informations collectées et transmises depuis l'étranger par les agents diplomatiques – à charge pour le Comité de salut public d'ordonner les financements nécessaires pour faire venir en France les ouvrages et les objets scientifiques dont la valeur est expertisée par les Commissions spécialisées. Le Comité de salut public cherche donc autant à favoriser la circulation des objets et des ouvrages entre les différents organes compétents, qu'à orienter les recherches des agents en direction des objets et des ouvrages qu'il convient d'extraire depuis l'étranger. Le 13 fructidor an III/30 août 1795, sans doute à la demande de Millin qui est alors directeur du Cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale, le Comité de salut public charge ainsi « les agents diplomatiques et consulaires de la République de faire passer ici pour être déposées au Museum des Antiques, les médailles antiques et modernes en cuivre ou en bronze qu'ils pourront se procurer dans le cours de leurs missions » ainsi que « les observations météorologiques qu'ils pourront recueillir dans les différents pays qu'ils parcourront »<sup>38</sup>. En outre, pour favoriser la publication et la diffusion en France des ouvrages en langue étrangère, le commissaire des Relations extérieures est autorisé à employer certains commis à la traduction « d'œuvres estimables consacrées aux sciences et aux arts » qui ont été renvoyées depuis l'étranger par les agents diplomatiques après avoir été soumises à l'examen des spécialistes de la Bibliothèque nationale<sup>39</sup>. Ce sont ces

ouvrages traduits qui constituent le fonds de la bibliothèque diplomatique que Miot crée au sein de la Commission des Relations extérieures :

« Je fis venir les ouvrages et les journaux qui paraissaient dans les pays étrangers et formai le dessein de fonder une bibliothèque et une salle de lecture qui, établies dans l'hôtel de la commission, seraient ouvertes à tous ceux qui voudraient y puiser des renseignements. Des traducteurs payés par le gouvernement devaient faciliter ce genre de recherches aux personnes à qui la connaissance de langues originales aurait manqué »<sup>40</sup>.

- 18 Par là, Miot cherche à faire d'une structure administrative (la Commission) un véritable lieu de savoir, au même titre que les autres bibliothèques publiques qui sont alors ouvertes dans tous les départements. En effet, cette bibliothèque du ministère ne se réduit pas seulement aux ouvrages de droit public, mais elle accueille tous ceux qui, par leur dimension encyclopédique, participent au progrès général des connaissances. Cette bibliothèque a donc une double finalité, diplomatique et culturelle : elle doit assurer la formation des futurs agents, comme elle doit aider dans leurs recherches tous les savants et hommes de lettres versés dans l'économie politique<sup>41</sup>. Ainsi, en amont comme en aval, un système de circulations des connaissances est progressivement mis en œuvre : les agents les collectent et les transmettent depuis l'étranger à la Commission ; la Commission les sélectionne et les synthétise avant de les renvoyer au Comité de salut public ; et ce dernier les fait parvenir aux Commissions ou aux institutions intéressées. À partir de 1795, parce qu'elle ne se réduit plus à un renseignement de type strictement politique, l'information diplomatique déborde donc vers d'autres lieux institutionnels, qu'ils soient scientifiques (comme la Bibliothèque nationale, le Muséum ou encore l'École Normale) ou politiques (les Commissions exécutives « techniques » de la Convention). Parmi elles, la Commission d'Instruction publique, dont Millin fut l'un des chefs de division à sa sortie de prison en 1794<sup>42</sup> et qui hérite des fonctions du Comité du même nom dont Condorcet fut le premier président, devient l'une des plaques tournantes de la redistribution et de diffusion des informations, objets et ouvrages collectés depuis l'étranger par les diplomates. Or, soulignons-le : ce n'est autre que Grégoire qui assume ce rôle de « pivot » entre les deux Commissions (de l'Instruction publique et des Relations extérieures). C'est lui aussi qui, lors de la dissolution de la Convention, confie à l'Institut national, sous la houlette du Directoire, le soin de poursuivre la collaboration inaugurée durant ce « moment thermidorien » entre les milieux diplomatiques et les milieux scientifiques<sup>43</sup>. Et c'est lui enfin qui relaie ces mêmes données à Millin pour qu'il en assure la publicité dans les colonnes du *Magasin encyclopédique*.
- 19 En effet, avant même de servir d'aliments aux grandes institutions culturelles du Directoire, les matériaux scientifiques et littéraires transmis par les diplomates ont largement favorisé en France la renaissance de la presse savante. Car c'est bel et bien cette presse savante qui devient le lieu privilégié de diffusion du savoir en provenance de l'étranger. Ce système de collecte du savoir institutionnalisé en l'an III a incontestablement profité à l'entreprise éditoriale de Millin. Dans la droite ligne de la définition leibnizienne de l'encyclopédisme, l'ambition du périodique n'est rien moins que de constituer un « inventaire en marche » des connaissances scientifiques et culturelles à une échelle européenne. Or, Millin ne bénéficie pas seulement de cette relation privilégiée avec le pivot de ce système de redistribution (Grégoire). Il entretient aussi des contacts étroits avec le ministère des Relations extérieures ainsi qu'avec le milieu diplomatique : il se sert ainsi d'un certain nombre d'agents diplomatiques avec lesquels il est en relation étroite pour obtenir des renseignements, des contacts et des

ouvrages sur les différentes parties de l'Europe, dont il livre des comptes rendus dans son journal. Trois hommes de lettres en particulier sont à la tête de ce réseau diplomatique du *Magasin encyclopédique* : François-Joseph Noël (1756-1841), Antoine-Bernard Caillard (1737-1807) et Charles-Frédéric Reinhard (1761-1837), respectivement ministres de la République à La Haye, Berlin et Hambourg, qui sont tous trois nommés pour ces missions en juin-juillet 1795. A ces trois diplomates, on peut également ajouter François Cacault et André-François Miot : lors de son bref séjour à Paris au printemps 1798, le premier fréquente assidûment les « thés littéraires » de Millin (tout comme Caillard et Reinhard), ce qui laisse supposer qu'il est l'un de ses correspondants réguliers en Italie<sup>44</sup> ; quant au second, il négocie pour le compte de la Bibliothèque nationale, à la demande de Millin, des empreintes de pierres gravées antiques et modernes de la Galerie des Offices et une collection de monnaies de Toscane<sup>45</sup>.

- 20 *Le Magasin encyclopédique* ne se contente pas de tirer profit de cette redéfinition culturelle de la diplomatie thermidorienne. Parallèlement, il assure également la promotion de la figure du diplomate dont il salue la reconversion en « médiateur culturel » prenant ainsi les devants sur une politique qui va être systématisée par le Directoire (à travers la nomination de plusieurs membres de l'Institut à des postes diplomatiques) : il érige le diplomate en effet en modèle du « voyageur éclairé » au service de la circulation des savoirs en Europe, au-delà des « intérêts politiques étroits » dont il est par ailleurs chargé : formé et instruit, le diplomate n'est plus seulement le « serviteur des événements », mais de la « raison et de la morale »<sup>46</sup>. Bien davantage que les préceptes du droit des gens de Grotius ou de Mably (qui sont tous deux raillés dans le *Magasin*)<sup>47</sup>, c'est sa culture encyclopédique qui devient le gage de sa compétence cosmopolite et diplomatique. En effet, l'idée selon laquelle la diplomatie peut se mettre au service du progrès des connaissances a également un pendant essentiel : c'est l'idée que ces connaissances littéraires et scientifiques peuvent être mobilisées au service du dialogue diplomatique. Ainsi, dès le mois de mai 1794, alors qu'il est en poste à Venise, François-Joseph Noël, rédige à l'attention de la Commission des Relations extérieures un mémoire dans lequel il défend la nécessité de créer une « bibliothèque diplomatique » dans chacune des légations françaises à l'étranger. Cette « bibliothèque diplomatique », qui est avant tout une bibliothèque encyclopédique, dans laquelle toutes les disciplines doivent être représentées (langues, histoire, géographie, voyages, droit public, statistique, sciences, lettres), a pour but explicite d'accroître l'efficacité de la diplomatie, en fournissant à l'agent les connaissances indispensables sur le pays dans lequel il réside<sup>48</sup>. Pour la première fois, l'idée que la diplomatie pourrait devenir une véritable science, fondée sur une culture encyclopédique, est ainsi développée par celui qui, dès l'année suivante, sera aux côtés de Millin le co-fondateur du *Magasin encyclopédique*. De fait, cette nécessité de mobiliser les connaissances historiques, géographiques ou statistiques au service du dialogue diplomatique est reprise à la lettre dès le printemps suivant dans les colonnes du périodique. Ce dernier assure la publicité d'ouvrages qui, parce qu'ils permettent de faire mieux connaître les pays avec lesquels la France est en négociation, sont explicitement posés comme des moyens de faire avancer les tractations diplomatiques, et donc, d'aboutir à la paix. En effet, les échanges commerciaux, linguistiques, culturels et diplomatiques sont perçus dans une dynamique complémentaire comme autant de moyens de préserver les nations européennes d'un enclavement et d'une fermeture culturels synonymes d'agonie de la civilisation. Or, ces échanges ne sont possibles que dans le cadre d'une Europe pacifiée que le *Magasin encyclopédique* ne cesse de promouvoir.

## L'Europe de la paix dans le *Magasin encyclopédique* : le rejet des systèmes diplomatiques

- 21 Entre 1795-1797, les rédacteurs du *Magasin Encyclopédique* militent ouvertement et sans discontinuer en faveur d'une paix « immédiate » qu'ils posent comme la garantie de la renaissance des relations culturelles en Europe. Or, la reconstruction de cette République des Lettres « une et indivisible »<sup>49</sup> est elle-même envisagée plutôt comme une condition que comme la conséquence du retour de la paix. Ainsi, en 1797, alors que la perspective d'une paix avec l'Angleterre est annoncée de toutes parts, Millin souligne que les liens de l'Institut national avec certains correspondants anglais doivent permettre de « tempérer par ces communications vraiment fraternelles les horreurs du fléau qui pèse depuis trop longtemps sur deux grandes nations »<sup>50</sup>. C'est ce qui justifie également l'annonce, la même année, de l'ouvrage de l'Anglais Thomas Erskine, *Coup d'œil sur les causes et les conséquences de la guerre actuelle avec la France*<sup>51</sup> - ouvrage emblématique du mouvement de protestation contre la guerre des radicaux anglais<sup>52</sup>. Enfin, c'est ce qui explique l'hommage appuyé qui est rendu à tous les « ministres de la paix » en Europe - comme le Danois Bernstoff, qui fut le premier à parler « le langage de la justice universelle » en militant en faveur des négociations avec la République française à la seule condition qu'elle parvienne à stabiliser son régime constitutionnel<sup>53</sup>, ou encore le ministre des Affaires Étrangères prussien Hertzberg, salué pour son amour des lettres autant que pour son zèle « éclairé » au service de Frédéric II<sup>54</sup>.

### La promotion de la paix immédiate contre la « paix glorieuse » du Directoire

- 22 La paix doit donc être « immédiate » et non « glorieuse » : l'expression de « paix glorieuse », omniprésente dans les débats politiques sous le Directoire, est absente du *Magasin encyclopédique* - preuve s'il en est de cette mise à distance délibérée de l'idéologie de la puissance nationale qui caractérise alors le discours républicain. En outre, à la différence de la plupart des journaux de l'époque, il n'est jamais question ou presque dans le *Magasin encyclopédique* du « système politique de l'Europe » dont cette « paix glorieuse » doit accoucher. Les polémiques suscitées par les combinaisons diplomatiques qui doivent structurer ce nouvel ordre européen y trouvent peu d'écho, faisant au mieux l'objet d'une simple annonce. C'est notamment le cas des ouvrages consacrés aux « frontières naturelles », produits dans le cadre de la campagne lancée par Reubell en germinal an III en faveur de l'annexion de la rive gauche du Rhin : ces derniers sont seulement signalés par le *Magasin* dans la rubrique « livres divers » (sous la catégorie « économie politique » pour trois d'entre eux<sup>55</sup> et « statistique » pour le dernier<sup>56</sup>), mais sans être analysés ni commentés, alors qu'ils occupent généralement une place de choix dans tous les autres périodiques, à commencer par la *Décade philosophique*<sup>57</sup>. Au-delà de la volonté de ne pas prendre position sur les questions d'actualité, il est probable que Millin n'adhère pas à la radicalité et à l'intransigeance de ces brochures qui prônent des annexions militaires synonymes d'engrenage belliciste. De même, les ouvrages louant les succès des campagnes militaires françaises qui fleurissent sous le Directoire sont parfois mentionnés, mais font rarement l'objet de compte rendu<sup>58</sup> - comme si le *Magasin* répugnait à se faire le héraut de ces conquêtes.

- 23 La grande caractéristique du *Magasin encyclopédique* n'est pas tant d'évacuer ces références obligées du débat diplomatique français, que de les traiter sous un autre point de vue, en mettant en valeur les ouvrages produits par les étrangers sur ces mêmes questions. Ainsi, le seul ouvrage relatif aux campagnes militaires françaises qui fasse l'objet d'une longue critique est rédigé par le publiciste allemand Ernest-Louis Posselt, mais seulement parce qu'il y soutient la nécessité d'un retour immédiat à la paix<sup>59</sup>. De même, en 1797, le *Magasin encyclopédique* fait une publicité extrêmement ambiguë au journal *Le Spectateur du Nord*, rédigé par les émigrés de Hambourg entre 1797 et 1802<sup>60</sup>, et notamment par Charles de Villers qui n'est autre que l'un des correspondants privilégiés de Millin en Allemagne. Certes, ce périodique politiquement contestable est avant tout salué pour la qualité des ouvrages littéraires qui y sont recensés. Cependant, l'auteur du compte rendu qui en annonce la parution, ne manque pas de préciser que le premier numéro de ce nouveau périodique contient aussi « un tableau politique de l'état de l'Europe »<sup>61</sup>. Or, dans ce tableau, la France est violemment condamnée pour l'échec des négociations avec l'Autriche et l'Angleterre<sup>62</sup>. Il y a là comme une sorte de « ruse » de la part des rédacteurs du *Magasin*, qui consiste à réaffirmer leur dessein d'exclure les sujets politiques tout en faisant à demi-mot la publicité d'un périodique qui mêle, comme son prospectus l'indique, la « politique, la morale et la littérature », et dont le but avoué est de remédier aux ravages des guerres révolutionnaires – ce qui implique, selon ce même prospectus, « l'extinction de ces haines nationales » et la nécessité de « rapprocher les peuples, c'est-à-dire les faire connaître les uns aux autres, de manière qu'ils soient plus disposés à s'estimer, à s'aimer, à abjurer les prétentions, l'orgueil, la cupidité qui les séparent »<sup>63</sup>. Or, pour détruire ces préjugés réciproques, il convient de favoriser la circulation des productions culturelles à l'échelle européenne. Il s'agit là d'un objectif que les rédacteurs du *Spectateur du Nord* partagent avec ceux du *Magasin encyclopédique*. Seulement, à la différence de ces derniers, les émigrés lettrés de Hambourg ne dissocient pas cette lutte culturelle contre le déclin de la civilisation, d'un combat politique contre la République française en particulier et contre toute forme de révolution en général – la Révolution étant considérée comme le principal moteur et facteur du retour à la barbarie.
- 24 Ainsi, en faisant la promotion, entre 1795 et 1797, du programme de « paix immédiate » des émigrés français, des étrangers et de certains républicains conservateurs, Millin soutient implicitement des positions qui vont à l'encontre de la politique officielle du Directoire qui est alors tout entière centrée sur la recherche d'une « paix glorieuse » dont les conquêtes militaires sont la garantie et dont les « systèmes politiques » hiérarchiques sont l'expression. Il faut d'ailleurs souligner que l'un des rares ouvrages consacrés à ces systèmes diplomatiques qui fasse l'objet d'un compte rendu précis dans le *Magasin*, sous la rubrique « politique », date seulement de 1800. Or, si l'ouvrage est « d'un intérêt que les circonstances rendent extrêmement attachant », c'est sans doute parce que l'auteur s'y livre à une critique sans concession de la politique extérieure du Directoire<sup>64</sup>. S'il y a donc bel et bien un rejet délibéré des « systèmes diplomatiques » contemporains dans le *Magasin*, ce rejet s'accompagne aussi de la promotion parallèle de l'idée « d'équilibre », et non « d'ordre » européen. Là encore, *Le Magasin encyclopédique* se singularise par rapport aux autres journaux de l'époque. Le modèle de cet « équilibre » ne se situe pas dans les débats idéologiques qui déchirent les contemporains : il est recherché dans l'histoire diplomatique (les traités de paix de l'Ancien Régime) comme dans la philosophie de l'histoire (les ouvrages des penseurs de la paix « perpétuelle »).

## L'équilibre européen contre « les systèmes diplomatiques » : de l'hommage au traité de Westphalie à l'éloge de Kant

- 25 Le *Magasin encyclopédique* confère une place de choix à l'analyse du traité de Westphalie : socle de l'ordre européen d'Ancien Régime abattu par les guerres révolutionnaires, ce traité est posé en creux comme une voie possible de la « paix durable » recherchée en vain par les Républicains, puisqu'il est conçu comme la garantie d'un « équilibre » entre les nations. Là encore, ce ne sont pas les réflexions de ses compatriotes sur ce traité qui sont mises en avant mais celles des historiens étrangers. Ainsi, les mémoires des deux « spécialistes » de l'histoire diplomatique au sein de l'Institut national, à savoir Christophe-Guillaume Koch (1737-1813) et Louis-Pierre Anquetil (1723-1808), ne sont jamais détaillés. En revanche, dès le second numéro du *Magasin encyclopédique*, la thèse audacieuse défendue par Friedrich Schiller dans son *Histoire de la guerre de Trente ans* fait l'objet d'un compte rendu très développé : selon Schiller, à l'issue de cette guerre, qui a fait rétrograder l'Allemagne vers « les siècles reculés de son ancienne barbarie » en y « éteignant pour un demi-siècle les lumières que les arts et les sciences commençaient à faire luire », l'Europe aurait pour la première fois pris conscience d'elle-même en tant qu'ensemble politique, en se reconnaissant comme une « république formée de divers états indépendants ». Comme les guerres de religion qui avaient remis en cause l'universalisme catholique et donné naissance aux premières entités nationales et aux premières utopies européennes<sup>65</sup>, les guerres révolutionnaires sont donc posées, en filigrane, comme une occasion privilégiée de refonder et redéfinir une « communauté politique universelle » à l'échelle européenne. Ainsi, dans le *Magasin*, si le traité de Westphalie est toujours posé comme une sorte de référence, c'est pour avoir « libéré l'Europe » de la guerre et favorisé un dialogue inédit « entre des peuples jusqu'alors étrangers les uns aux autres entre les États européens », en restaurant un « équilibre » entre les puissances<sup>66</sup>.
- 26 C'est cet équilibre que les rédacteurs du périodique appellent à maintes reprises à refonder. En effet, en 1797, le principal commentateur du *Magasin* de ces questions diplomatiques, un certain AJDB - qui pourrait être le général Alexandre Pierre Julienne de Belair (1747-1819)<sup>67</sup> - emprunte à l'historien suisse Jean de Muller l'idée suivant laquelle cet équilibre, qui se définit avant tout comme la mise à égalité des nations européennes, est un remède aux vellétés hégémoniques des États. Tout en prenant soin de préciser que cette idée « n'est pas celle des autres publicistes » même si « ce n'est pas ici qu'elle doit être discutée », AJDB rappelle cependant que ce code de droit public entraîna aussi « un chaos de prétentions excessives, d'intérêts opposés, de droits contradictoires » : contrevenant à sa fonction de « puissance d'équilibre », la France eut en effet à la fois la prétention et la maladresse d'y « trouver des avantages dans sa conservation »<sup>68</sup>. L'allusion aux négociations de Lille entre le Directoire et l'Angleterre est à peine déguisée : « Cette garantie et ses vues politiques ne subsistent plus devant cette nouvelle diplomatie qui a fait disparaître de si petits intérêts » - entre les lignes : la France n'a plus à subordonner la signature de la paix à l'exigence de ces « garanties ». Dans un autre compte rendu publié en 1798, le même AJDB soutient encore avec détermination que le traité de Westphalie a œuvré pour le « bonheur général », puisqu'il a permis la formation d'« alliances avec les nations soit pour conserver, entretenir, ce qu'on appelle la balance des pouvoirs, soit pour y maintenir la paix et l'harmonie »<sup>69</sup>.

- 27 Enfin, en 1799, le *Magasin* n'hésite pas à défendre opportunément la thèse exposée deux ans plus tôt par Publicola Chaussard (1766-1823) dans un ouvrage intitulé *De la maison d'Autriche, et de la constitution ou des intérêts de l'Allemagne et de l'Europe*. Cet ouvrage plaidait alors en faveur de l'établissement d'un nouveau « système diplomatique » européen fondé sur un « système de contrepoids » afin de mettre l'Europe à l'abri des tentations hégémoniques de l'Autriche<sup>70</sup>. C'est là le seul exemple d'une notice qui prenne explicitement position en faveur d'un système diplomatique spécifique. L'unique « système » promu par le *Magasin* est donc celui de la « balance diplomatique » d'Ancien Régime, précisément parce que cette « balance » a permis de préserver une certaine égalité entre petits et grands Etats européens. À l'inverse, ce que le *Magasin* rejette n'est autre que le modèle même qui a inspiré la politique extérieure du Directoire : celui d'un système européen hiérarchisé autour d'une puissance hégémonique, qu'il s'agisse de la Grande Nation ou des deux prétendantes à la « monarchie universelle » (l'Autriche et l'Angleterre), qui sont toutes trois renvoyées dos à dos et condamnées pour leurs velléités de domination de l'Europe.
- 28 Le *Magasin encyclopédique* défend donc une certaine idée de l'Europe fondée sur les rapports pacifiques et égalitaires entre les nations : la valorisation des traités de paix en général et du traité de Westphalie en particulier tient moins à la stabilisation et à la fragmentation géopolitique qu'ils opèrent (en « fixant » les frontières) qu'à la circulation culturelle qu'ils permettent (en rétablissant le « dialogue » entre les États). À l'encontre des « systèmes diplomatiques » qui sont alors forgés des deux côtés du champ politique et de part et d'autre des frontières, pour consolider le nouvel ordre européen autour d'une nouvelle hiérarchie des puissances, le *Magasin encyclopédique* œuvre pour sa part en faveur d'une certaine unité de l'Europe dont « l'équilibre » serait le socle et la paix l'expression. Sans proposer de « modèle » spécifique pour le nouvel ordre européen, sinon un modèle d'équilibre par défaut qui exclut la domination unilatérale d'une puissance (France comprise), le *Magasin* défend bel et bien une idée politique de l'Europe qui est indissociable d'un idéal culturel de « civilisation ». Cette idée-là va au-delà et à l'encontre de ses clivages géopolitiques dans la mesure où cet idéal ne peut s'actualiser que dans la paix, dans l'égalité et dans le progrès mutuel – ces trois conditions qui sont constitutives de toutes les utopies cosmopolites ayant présidé à la genèse de l'idée d'Europe<sup>71</sup>. En cela, le modèle politique envisagé n'est pas tant la reproduction de « l'Europe des princes » de l'abbé de Saint-Pierre que la reprise de la « confédération de tous les peuples » proposée par Condorcet dans la X<sup>ème</sup> époque de *L'Esquisse*. Et ce modèle politique trouve une nouvelle formulation en 1795 dans « l'Europe des peuples » de Kant.
- 29 En effet - et ce n'est pas un hasard -, le *Magasin encyclopédique* a été l'un des premiers, en 1796, à introduire Kant en France, à travers l'annonce (sous la rubrique « politique », soulignons-le), puis le compte rendu (sous la rubrique « économie politique »), de la traduction de son *Projet de paix perpétuel*<sup>72</sup>. Cette primeur, Millin la doit à l'un de ses correspondants, le diplomate Charles Reinhard, qui fut l'un des chefs de division du ministère puis de la Commission des Relations extérieures entre 1793 et 1795 et qui est alors en poste à Hambourg. C'est en effet Reinhard qui, durant l'hiver 1795, réalise cette traduction pour son ami et protecteur Sieyès<sup>73</sup> - lequel fut un moment en charge de la section des Relations extérieures du Comité de salut public. Pourquoi l'intérêt des rédacteurs du *Magasin* et de Charles Reinhard pour ce traité ? En sus de la critique en règle des « systèmes diplomatiques » hérités de l'époque moderne à laquelle Kant se livre dans les six articles préliminaires de ce projet, ce traité trace les voies possibles d'une

« paix perpétuelle » qui permette de sortir de l'impasse des guerres révolutionnaires, à travers une double condamnation<sup>74</sup> : celle de l'expansionnisme militaire et celle de toute ingérence politique dans les affaires intérieures des différents États européens. Tout en récusant la légitimité du projet de « république universelle », Kant définit son « Europe des peuples » comme la « coexistence pacifique d'une nation républicaine avec des nations qui ne le sont pas encore »<sup>75</sup>. En effet, en faisant de l'Europe un lieu de (ré)conciliation possible entre des régimes politiques différents, Kant promeut, selon Gérard Raulet, un « universalisme dans la différence ». Le cosmopolitisme kantien n'est donc pas contradictoire avec l'existence d'entités nationales dont la souveraineté ne saurait être contestée. Or, chez Millin comme chez Reinhard, la diversité des caractères nationaux, qui ne peut s'appréhender que par une connaissance « dépolitisée » de chacun des peuples européens, va nécessairement de pair avec le respect de leur indépendance nationale et donc, avec le rejet concomitant de toute exportation et imposition d'un modèle politique spécifique (qu'il soit monarchique ou républicain). Ainsi, dans la lignée de Kant, le *Magasin encyclopédique* semble défendre une sorte de « droit à la différence », culturelle comme politique, qui donne aux nations dominantes « un devoir de tolérance » - le devoir de préserver cette hétérogénéité qui fonde l'identité européenne sans en compromettre l'unité. C'est en cela surtout que le *Magasin encyclopédique* remet radicalement en cause la diplomatie expansionniste du Directoire puisque la politique de satellisation des républiques-sœurs et d'annexion des territoires conquis se fait au mépris des différences nationales et culturelles européennes. À travers la mise en valeur de ce double principe du « droit à la différence » et du « devoir de non-ingérence », le *Magasin encyclopédique* se livre en fait à une déconstruction méthodique du « modèle autocentré » de la Grande Nation<sup>76</sup>.

## L'encyclopédisme comme déconstruction du « modèle autocentré » de la Grande Nation ?

- 30 Si l'encyclopédisme permet de compenser le retard français dans le progrès général des connaissances, il permet aussi de mettre en évidence, par la comparaison des différents États européens, les écarts de civilisation entre les nations<sup>77</sup>. Dans la droite ligne de l'histoire philosophique qui est alors promue par les Idéologues au sein de l'Institut, comme par les historiens de l'École écossaise et par ceux de l'université de Göttingen, le *Magasin encyclopédique* accorde à l'histoire comparée des nations européennes une place privilégiée<sup>78</sup>. En mettant au jour les différences entre les « caractères nationaux », cette démarche historique comparatiste permet de réhabiliter, ou du moins contribue à changer, les représentations de certains États qui sont alors largement stigmatisés dans le discours politique et journalistique. Le *Magasin encyclopédique* s'emploie ainsi à combattre deux notions-clés qui saturent le discours politique et diplomatique de l'époque : celle de « barbarie », communément utilisée à partir de 1792 et jusque sous le Directoire pour condamner la Russie et l'Angleterre et justifier par là l'échec des négociations de paix ; et celle de « minorité » des peuples des républiques-sœurs destinée à légitimer leur mise sous tutelle politique. À rebours de ces stigmatisations culturelles, le *Magasin encyclopédique* œuvre en faveur d'une réconciliation entre les nations, qui passe par la condamnation des haines et des égoïsmes nationaux autant que des discours « essentialistes » qui les légitiment.



## Le renversement d'un discours politique discriminant : la mise en valeur de l'Angleterre et de la Russie

- 31 Sous le Directoire et surtout à partir de la formation de la seconde coalition, l'idée que l'Angleterre et la Russie sont les « ennemies naturelles » de la France, comme de toutes les nations européennes en général, sert de caution à la poursuite de la guerre : il s'agit alors de prouver que la « croisade » menée par la France équivaut à un combat de la liberté contre le despotisme anglais et à un combat de la civilisation contre la barbarie russe. À l'encontre de l'anglophobie ambiante, trois idées essentielles sont avancées dans le *Magasin*<sup>79</sup>. D'abord, le dogme d'une haine consubstantielle et ancestrale entre la France et l'Angleterre est systématiquement combattu par Millin comme l'antithèse même des « conseils de la raison et de la philosophie »<sup>80</sup>. Ensuite, les rédacteurs du périodique défendent toujours l'idée suivant laquelle l'Angleterre a supplanté la France au rang des nations les « plus civilisées de l'Europe », tant par son dynamisme agricole et commercial<sup>81</sup> que par ses productions intellectuelles<sup>82</sup>. Dans ce domaine, la reconnaissance de la supériorité anglaise est clairement assumée dès 1796 dans les comptes rendus qui saluent la *Bibliothèque britannique*, journal encyclopédique dont le *Magasin* se veut l'émule<sup>83</sup>. Enfin, tout en condamnant le « despotisme des mers » anglais, fruit d'une politique égoïste qui nuit au bien-être des autres nations<sup>84</sup>, le *Magasin* soutient pourtant que le régime politique anglais, fondé sur la modération et non sur le despotisme, en fait une nation « libre »<sup>85</sup>.
- 32 En effet, dès 1795, nombreux sont les comptes rendus qui dressent un parallèle, non dénué d'ambiguïté, entre la révolution anglaise et la révolution française<sup>86</sup> : les Anglais sont posés en la matière comme des précurseurs, puisqu'ils sont « naturellement républicains, impatientes de tout joug, amis des nouveautés, inventeurs, ingénieux et féconds, hardis dans leurs écrits comme dans les diverses révolutions de leur mobile gouvernement, [qu'ils se sont] plus à creuser, à fonder des systèmes de républiques imaginaires plus parfaites que celles qui ont existé »<sup>87</sup>. Quelques mois après l'adoption de la Constitution de l'an III, ce n'est pas sans hardiesse que le périodique fait l'éloge d'un auteur anglais, dont « l'art et les connaissances » ne sauraient être « contestés », mais qui n'est pourtant « point du tout en faveur du gouvernement républicain ou démocratique », puisqu'il est un « très chaud apologiste de la constitution britannique »<sup>88</sup>. Si critique il y a de la Constitution et des révolutions anglaises, il est néanmoins toujours difficile de savoir qui sont les cibles réelles de ces critiques : elles peuvent certes être interprétées comme une attaque contre le constitutionnalisme anglais<sup>89</sup>, mais également comme un « miroir » tendu aux Français de ce qui pourrait arriver en France si le déséquilibre des pouvoirs, né de la Constitution de l'an III, n'était pas résolu et si la corruption des mœurs, gangrenées par plusieurs années de révolutions, persistait<sup>90</sup>. Ainsi, le *Magasin encyclopédique* semble renvoyer dos à dos autant l'anglomanie de la fin de l'Ancien Régime que la virulence du rejet dont l'Angleterre fait l'objet sous le Directoire.
- 33 La lecture de la Russie prend également le contre-pied d'un discours dominant qui en fait l'archétype de l'état barbare. En effet, les rédacteurs du *Magasin* ne tarissent pas d'éloges sur le règne de Catherine II, qui apparaît bien comme l'exemple même, à l'instar de celui de Frédéric le Grand, de la réussite du « despotisme éclairé »<sup>91</sup>. Un tel hommage ne va pas sans poser problème à une époque où la plupart des publicistes s'emploient à démontrer la supériorité du régime républicain sur les régimes monarchiques. Si la valorisation de

Frédéric II peut passer pour une nécessité de « circonstance », à un moment où la signature de la paix de Bâle a permis de restaurer les liens diplomatiques et culturels avec la Prusse<sup>92</sup>, tel n'est pas le cas des éloges appuyés rendus aux « grandes qualités » et aux « grandes conceptions »<sup>93</sup> de « l'immortelle autocrate »<sup>94</sup>, à une époque où la Russie en général et Catherine II en particulier font l'objet d'une véritable campagne de dénigrement : l'entrée de la Russie dans la seconde coalition est alors interprétée comme une nouvelle tentative d'irruption en Europe, qui remet à l'ordre du jour l'idée, amplement développée depuis les premiers partages de la Pologne, que la « barbarie russe » constitue une menace pour la civilisation européenne<sup>95</sup>.

- 34 À l'inverse, *Le Magasin encyclopédique* salue à maintes reprises le processus volontariste initié par Catherine II pour faire sortir la Russie de son état de barbarie. Cela passe par la publicité des travaux qu'y consacrent deux membres de l'Institut (l'historien Pierre-Charles Levesque<sup>96</sup> et le géographe Edme Mentelle<sup>97</sup>) ainsi que par la promotion des ouvrages publiés sur la Russie par des voyageurs, des historiens ou des géographes<sup>98</sup>. Il semble en effet que les recherches sur l'histoire et la géographie de la Russie connaissent sous le Directoire un regain d'intérêt dont les rédacteurs du *Magasin - AJDB* en premier lieu - se font l'écho pour renverser l'image-repoussoir de « barbarie asiatique » dont elle est généralement affublée. Pour démonter cette caricature, ils s'emploient à prouver « l'origine commune des nations européennes », auxquelles la Russie se rattache en raison de sa parenté ancestrale avec les anciens Grecs<sup>99</sup>. On note cependant un changement de perspective à partir de 1799 : dans une longue notice consacrée à la situation des arts, lettres et sciences en Russie, le règne de Paul 1<sup>er</sup> est dénoncé comme un véritable « recul en arrière » par rapport à celui de Catherine II. En menant une politique de « fermeture » politique et culturelle qui isole à nouveau la Russie du reste de l'Europe, Paul 1<sup>er</sup> compromet le processus de civilisation initié par la tsarine<sup>100</sup>.
- 35 En cela, *Le Magasin* réactualise une controverse qui avait agité toute la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>101</sup>. Cette controverse portait à la fois sur les moyens adéquats pour « civiliser », sur le modèle européen, une nation considérée comme barbare, sur les degrés nécessaires de l'interventionnisme politique, et *in fine* sur la possibilité même de greffer le modèle de civilisation européen sur une nation dont les conditions physiques et morales sont différentes de celles du modèle proposé. Ce n'est pas un hasard si ce débat ressurgit sous le Directoire, dans le contexte des conquêtes militaires françaises et à un moment où le modèle républicain est unanimement considéré en France comme l'état supérieur de cette civilisation : à travers la question ancienne de l'exportation du modèle culturel européen sur la Russie « barbare », c'est en fait le problème contemporain de l'exportation possible ou non du modèle politique républicain français aux pays conquis ou satellisés qui se pose. Dans les deux cas, il faut noter que le débat se cristallise sur la question de la « maturité » des peuples. La perspective de « civiliser » ou de « républicaniser » pose en effet deux questions : celle de la capacité du politique à imposer un modèle de réforme politique et morale - c'est tout l'enjeu de l'exportation de l'entreprise de « régénération » française ; celle de la capacité des peuples étrangers à assimiler ce modèle - ce qui renvoie à celle de la temporalité propre à ce processus (progressif ou radical)<sup>102</sup>. À travers cette remise à l'honneur de la Russie et de l'Angleterre, le *Magasin encyclopédique* s'inscrit en faux contre le discours dominant qui justifie l'affrontement militaire avec ces deux pays par leur antagonisme politique et par leur éloignement culturel. Or, c'est cette même inversion de perspective que permet l'histoire comparée des révolutions et des constitutions des Républiques-sœurs et qui

aboutit à la remise en cause du « modèle politique » que la République française prétend être pour ses cadettes.

## L'histoire comparée des Républiques : la mise en cause du modèle républicain français

- 36 Si le *Magasin encyclopédique* ne participe pas directement aux débats permanents soulevés par la Constitution de l'an III (en amont comme en aval de sa promulgation), c'est par la critique d'ouvrages étrangers consacrés aux formes de constitutionnalisme et à l'essence même du républicanisme qu'il y apporte sa contribution. De la sorte, non seulement il dénationalise le débat, en le replaçant à une échelle européenne et mondiale, mais il le dépouille de ses enjeux conjoncturels immédiats, en l'inscrivant dans une « histoire comparée » des républiques anciennes et modernes. Ce double décentrement, historique et géographique, lui permet à la fois de définir à travers d'autres prismes la spécificité du républicanisme français et de renverser la perspective qui fait de la France le modèle unique et irréductible de républicanisme en Europe.
- 37 Le discours tenu sur les républiques-sœurs dans le *Magasin encyclopédique* tranche radicalement avec celui qui est alors en vogue dans la presse politique : d'un côté, la République française n'y est jamais érigée en modèle pour les républiques-sœurs, de l'autre, le lien de sujétion des secondes à la première est vigoureusement dénoncé. L'originalité du *Magasin* consiste en effet à promouvoir des formes autonomes et autochtones de républicanisme dans les républiques sœurs – autrement dit, à défendre un républicanisme pluriel. Ainsi, la grande discussion qui s'ouvre en 1795-1796 sur la nature de la Constitution batave trouve de nombreux échos dans le *Magasin*, sans doute grâce aux ouvrages ou commentaires qu'en livre le correspondant de Millin, François-Joseph Noël, alors en poste à La Haye<sup>103</sup>. C'est ce qui permet au *Magasin*, sans participer directement aux débats sur la Constitution de l'an III, de soutenir, via la production hollandaise sur ce sujet, d'autres formes de combinaisons constitutionnelles<sup>104</sup>. Or, les ouvrages hollandais ou sur la Hollande qui font l'objet d'un compte rendu dans le *Magasin*, présentent tous un point commun : ils rejettent l'exportation pure et simple de la Constitution de l'an III ainsi que l'imitation servile et stérile du modèle constitutionnel français. À l'inverse, tous soutiennent la nécessité de fonder la Constitution sur les spécificités nationales et culturelles du peuple batave. C'est particulièrement vrai du compte rendu consacré à un ouvrage anonyme publié en 1796, intitulé *Problème politique à résoudre*, qui pose la question de la « forme de gouvernement qui convient le mieux à un peuple qui a reconquis sa liberté et qui est jaloux de la conserver ». La réponse au « problème » est sans ambiguïté : l'auteur rejette avec force la greffe de la Constitution de l'an III sur la nouvelle république sœur batave<sup>105</sup> :

« Peuple batave ! C'est d'après ta propre expérience que j'écris [...]. Je ne dirai pas que la nouvelle constitution française soit sans défaut ; elle est l'ouvrage des hommes ; mais je ne crois pas qu'elle soit tellement défectueuse qu'il soit impossible de lui donner un mouvement régulier ; je ne crois pas qu'elle soit tellement opposée aux intérêts d'une grande nation, qu'il ne puisse en résulter ni bonheur ni repos pour elle [...]. Mais quelque partisan que je puisse être de cette constitution nouvelle, quel que soit mon enthousiasme pour tout ce qu'elle renferme de sublime, je ne suis pas assez hardi pour décider qu'il convienne au peuple batave de l'adopter sans restriction et sans aucun changement. Ce qui peut convenir à une population de 24 millions d'âmes, peut très bien ne pas convenir à une population d'environ 2 millions et demi. Ce qui peut s'accorder avec le

caractère d'une nation, ne conviendrait peut être pas au génie et au caractère d'une autre. La différence du climat, d'habitudes, de goûts, d'occupations, d'intérêts politiques, je dirais même d'éducation domestique et de préjugés, la disproportion dans les facultés et les lumières, la plus ou moins grande simplicité de mœurs, le degré de civilisation [...], et mille autre nuances de la même nature que des législateurs ne se donnent souvent pas la peine d'examiner, de calculer, de méditer, d'approfondir. Tout différencie un peuple d'un autre peuple ; tout exige par conséquent qu'on calque sur cette différence les lois et le gouvernement sous lesquels il doit vivre. Les fréquentes révolutions chez un peuple sont communément la suite du peu de soin qu'on a pris à rapprocher autant qu'il est possible, de sa manière d'être et de penser, le régime auquel on lui a proposé de se soumettre. Il n'est que la force et l'oppression qui puissent plier un peuple à une forme de gouvernement qui n'a avec ses inclinations aucune analogie ; dans ce cas, le gouvernement n'est fait que pour l'oppresseur, qui s'inquiète fort peu du bonheur ou du malheur du peuple qu'il opprime. Mais un peuple qui veut être libre, doit avoir un gouvernement qui ne puisse convenir qu'à lui, et qui soit aussi différent des autres gouvernements qu'il l'est lui-même des autres peuples »<sup>106</sup> [souligné par nous].

- 38 La nature d'une Constitution dépend donc du « caractère national » du peuple à laquelle elle s'applique. Ce « caractère national », il convient donc de le connaître pour pouvoir y adapter la forme constitutionnelle à adopter. Conformément à ce principe, le *Magasin encyclopédique* assure la promotion de l'ouvrage du patriote et ex-réfugié hollandais, élu député de la nouvelle Assemblée nationale batave en janvier 1796, Johan Walckenaer (1759-1821), intitulé *Discours sur les devoirs d'un citoyen batave dans les troubles actuels de l'état* : ce dernier affirme que pour remédier à « l'organisation défectueuse du régime intérieur » de la République batave, il convient de « s'instruire de tout ce qui est relatif à l'état physique, moral, religieux, civil et militaire du pays, des faits et gestes des grands hommes qu'il a produits, de ses mœurs antiques, de ses relations extérieures, politiques et commerciales, etc... », dans une démarche qui est moins tributaire des « circonstances » que conforme à l'essence même de la nation batave<sup>107</sup>. Dans la même logique, le *Magasin encyclopédique* recense les sujets proposés par une des sociétés littéraires bataves portant sur les « principaux traits et des principales causes physiques et morales de la diversité de caractères que l'on remarque entre les différentes nations »<sup>108</sup>. Enfin, en 1797, le pasteur Paul-Henri Marron livre un compte rendu très élogieux d'un ouvrage d'un député batave sur « une imposition générale sur les revenus », dont les « détails s'adaptent singulièrement au caractère hollandais, ou plutôt, à ces anciennes mœurs nationales, qu'on doit regretter de voir s'altérer si fort chaque jour »<sup>109</sup>.
- 39 Ce sont les mêmes préceptes qui sont défendus pour les autres républiques-sœurs, italiennes et suisse. Le *Magasin encyclopédique* signale par exemple que, dans un mémoire lu devant l'Institut en 1796 sur les républiques cisalpine et transalpine au Moyen Age, l'historien érudit Jean-Pierre Papon (1734-1803) conclut « par des réflexions sur les moyens propres à former un caractère véritablement national, en accord avec le gouvernement qu'on veut créer ou affermir »<sup>110</sup> - l'idée étant qu'un gouvernement républicain n'implique pas seulement l'exportation d'institutions mais la formation, par l'éducation, d'un « esprit public » pour forger une nation de républicains. De même, dans la notice élogieuse qu'il consacre en 1798 à la traduction par Jean-Baptiste Say du *Nouveau voyage en Suisse* de l'Anglaise Miss Williams, Paul-Henri Marron n'hésite pas à aller à contre-courant de la *doxa* républicaine quant à la nécessité de « révolutionner » la Suisse. En effet, le compte rendu de cet ouvrage qui traite de « l'origine de la liberté helvétique, du gouvernement des petits cantons, de leur haine pour la révolution française et du

caractère superstitieux de leurs habitants » a des accents de mise en demeure à l'adresse du Directoire puisque « Miss Williams prévoit que ce satellite de la révolution française aura de la peine à échapper à la force de gravitation d'une si puissante planète »<sup>111</sup>. Enfin, il faut noter que le seul compte rendu d'un ouvrage explicitement consacré à la Constitution française de l'an III est, d'une part, rédigé par un étranger (donc, par un observateur extérieur et neutre qui n'est pas impliqué dans les débats politiques français<sup>112</sup>), et, d'autre part, entièrement centré sur les « caractères de la nation française et de son gouvernement relativement à la nouvelle Constitution ».

40 Ainsi, en reconnaissant la diversité des caractères nationaux, le *Magasin* défend le principe d'une diversité constitutionnelle adaptée à chaque République – aucune Constitution ne pouvant être érigée en référence absolue ni en modèle standard. Ce faisant, ce sont bel et bien les deux principes fondamentaux de la politique extérieure « aut centrée » du Directoire à l'égard des républiques-sœurs (l'ingérence politique et l'exportation de la Constitution de l'an III) qui sont radicalement remis en cause. En outre, les modèles valorisés dans le *Magasin encyclopédique* ne sont pas ceux qui sont en quelque sorte « attendus » : pour mieux combattre le dogme de la minorité politique des républiques-sœurs, le *Magasin* s'emploie à mettre en valeur certaines de leurs réussites qui sont bien la preuve d'un développement culturel et d'une maturité politique qui infirment à eux seuls les discours discriminants dont leurs peuples sont l'objet. Le périodique va même jusqu'à en faire dans certains domaines de véritables exemples à suivre, invitant ainsi la République à se mettre à l'école de ses « sœurs ». C'est particulièrement vrai du modèle d'instruction publique batave dont le *Magasin* ne cesse de vanter les mérites : s'il reconnaît que la République batave, à cause de sa Révolution, souffre du même vide et du même retard culturel que la France, il insiste cependant sur le fait qu'à la différence de la France, « la révolution qui s'est opérée en Hollande a respecté l'ancien mode d'enseignement », maintenant en poste « les hommes célèbres que l'ancien gouvernement avait destitués »<sup>113</sup> et se contentant d'en réformer les abus sans en détruire les fondements<sup>114</sup>, de sorte que les lettres et les sciences ont pu continuer de s'y développer et que là, « les crises révolutionnaires n'y préjudicient point aux lettres »<sup>115</sup>. Pour preuves : les nombreuses entreprises de traduction, la qualité de ses savants et naturalistes, la publication d'ouvrages de morale ou de pédagogie destinés aux enfants<sup>116</sup>, la richesse des travaux des sociétés et académies de la république batave et enfin, la vitalité de ces établissements de bienfaisance et de charité qui font si cruellement défaut en France. En faisant ainsi la publicité de ce modèle culturel, pédagogique et philanthropique, c'est en creux un « guide » que les rédacteurs du *Magasin* proposent aux législateurs français. Mais c'est en même temps un reproche à peine déguisé qu'ils leur adressent puisque c'est bel et bien le modèle culturel de cette République satellisée parce que jugée inférieure dont *Le Magasin* défend ici la supériorité sur son homologue française.

41 Par la publicité donnée à des ouvrages étrangers sur des questions politiques confisquées par un débat trop strictement franco-français, le *Magasin encyclopédique* opère plus qu'un décentrement géographique de ce débat : il renverse radicalement les principes « myopes » à partir desquels les liens entre les Républiques ont été pensés et forgés par le Directoire. Le modèle républicain de la Grande nation n'y est jamais posé comme l'unique étalon de mesure à l'aune duquel il conviendrait de « jauger » et de juger le républicanisme des autres nations. Par cette comparaison des différents républicanismes les uns par rapport aux autres, qui permet de donner à voir les spécificités et la richesse

intrinsèque de modèles républicains différents, le *Magasin encyclopédique* désavoue la tentation de réduire le républicanisme à sa stricte formulation française et détruit en cela sa prétention à se constituer en modèle exportable. Plus généralement, c'est finalement l'idée même de « modèle politique » qui est rejetée – que ce modèle soit français (de la Grande Nation vers les républiques-sœurs) ou « atlantique » (des États-Unis vers la France). En effet, *Le Magasin* s'emploie à réfuter l'exemplarité du républicanisme américain, en multipliant les comptes rendus sur les ouvrages qui s'emploient à déconstruire la réputation d'eldorado politique dont il jouit encore en France. À l'encontre de la théorie d'une extension inéluctable du républicanisme par un « cycle » de révolutions dont les États-Unis auraient été les précurseurs, l'un de ses rédacteurs souligne que les événements de la fin des années 1770 ne peuvent être classés dans la catégorie des « révolutions » mais bel et bien dans le cadre des guerres coloniales<sup>117</sup>. En outre, le périodique s'emploie à décrire un pays hostile aux émigrants européens et gangrené par le goût du luxe<sup>118</sup>. Dans cette logique, le protectionnisme américain n'est autre que la conséquence des liens privilégiés que les États-Unis conservent avec l'Angleterre, à l'exclusion et au détriment des autres nations<sup>119</sup>, mais qu'il convient cependant de ménager diplomatiquement, « l'Amérique et la France [ayant] un grand intérêt à rester unies et à ne pas rompre les liens d'amitié qui ont existé entre elles jusqu'à ce jour »<sup>120</sup> - ce qui n'est rien moins qu'une condamnation explicite de la politique menée par le Directoire à l'égard de son ex-alliée. Ainsi, pour Millin comme pour les historiens érudits de la seconde classe de l'Institut, ce ne sont pas dans les républiques existantes, ni même dans les constructions philosophiques abstraites, qu'il faut aller rechercher des modèles politiques, mais bel et bien dans les exemples tirés du passé, c'est-à-dire dans les républiques antiques. Ces dernières sont d'ailleurs moins perçues comme des modèles au sens strict que comme des laboratoires de la réflexion sur les origines, le développement et la décadence des gouvernements républicains<sup>121</sup>. Or, ce sont les conquêtes « mal digérées » de la République romaine qui sont toujours posées comme l'une des causes de sa dégénérescence morale et politique. La condamnation de cet expansionnisme romain autorise donc la formulation explicite de mises en garde contre les appétits de puissance de la République française :

« Jamais sujet ne mérita davantage l'attention de la nation française au moment qu'elle vient d'adopter pour la troisième fois une constitution républicaine. Elle y verra quels sont les progrès rapides de la corruption des mœurs avec laquelle aucune espèce de gouvernement ne peut longtemps subsister ; elle s'y convaincra que la prospérité des armes est toujours une source de calamités intérieures ; enfin, elle y considérera avec quelque fruit, les effets funestes du pillage de tant de provinces, de l'ambition et de la cupidité des hommes puissants de cette république, qu'on est forcé souvent d'admirer mais qu'on ne doit pas chercher à imiter »<sup>122</sup>.

- 42 Si la République française n'a donc aucune leçon de républicanisme à donner aux autres nations, elle n'a également de leçon à tirer que du contre-modèle républicain romain : les Républiques sont toujours mortes de leur volonté de greffer aveuglément, c'est-à-dire, uniformément, leur modèle politique sur les peuples conquis. Reste que cette remise en cause du modèle autocentré de la Grande Nation trouve cependant une limite essentielle, dans la légitimation des annexions culturelles réalisées par la France dans les territoires annexés ou républicanisés. Sous le Directoire, l'œuvre d'art, le livre ou l'objet de science entrent pour la première fois dans les traités de paix comme un objet diplomatique à part entière. Cette politique de « spoliation » très ciblée est indissociable de l'idéal de civilisation dont la République se veut le moteur : en garantissant la promotion par les études dont elles doivent être l'objet et par la publicité dans les Musées où elles doivent

être exposées, cette politique vise à enrichir les connaissances scientifiques et culturelles en France comme en Europe. Parce qu'elle s'intègre pleinement dans le projet de relancer le processus de civilisation à l'échelle européenne, cette entreprise de « prélèvements » sélectifs, opérée par des spécialistes à des fins culturelles, ne saurait être confondue avec des « pillages » anarchiques qui réduiraient les objets saisis à de simples trophées militaires saisis arbitrairement, par des moyens douteux et à des fins lucratives. Or, c'est précisément parce qu'ils sont un moyen de connaissance, que ces prélèvements rencontrent l'adhésion unanime des rédacteurs du *Magasin*.

- 43 En effet, comme la *Décade*, le *Magasin* livre des notices extrêmement détaillées et toujours dithyrambiques de l'arrivée à Paris de ces œuvres d'art et de ces ouvrages précieux enlevés à l'étranger par les armées françaises : il salue autant les choix « éclairés » qui en ont été faits<sup>123</sup> que leur réception enthousiaste de la part du peuple français<sup>124</sup>. Millin est d'autant mieux informé de ces arrivages successifs qu'il est conservateur du musée des Antiques en même temps que directeur du Cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale (qui sont deux entrepôts de ces objets « confisqués ») mais également parce qu'il est alors en correspondance directe avec certains commissaires envoyés en Italie et en Égypte (le naturaliste Thouin en Italie et le géologue Dolomieu en Égypte) qui le renseignent régulièrement sur l'avancée de leurs travaux. Millin en profite pour célébrer les généraux français, Bonaparte en tête<sup>125</sup>, pour cette transformation « culturelle » de la guerre de conquête qui, comme la paix, permet à la fois de combler le retard français, en stimulant l'instruction publique<sup>126</sup>, mais également d'accélérer la circulation des connaissances scientifiques, artistiques et littéraires. Le *Magasin encyclopédique* contribue ainsi à consacrer Paris comme une sorte de nouvelle Athènes ou de nouvelle Rome, comme le foyer d'un patrimoine « européen » dont elle devient le dépôt et qu'elle valorise à la fois par la publicité qu'elle lui garantit et par les études qu'elle lui consacre. Aux yeux des rédacteurs, ces conquêtes culturelles apparaissent donc comme les seules conquêtes « justes » puisqu'elles œuvrent, pour le bien de l'humanité, dans le sens du progrès universel des arts et des sciences<sup>127</sup>.
- 44 Il n'y a donc qu'une contradiction apparente entre l'hymne à la paix dont le *Magasin* se fait le chantre et cette révérence à une guerre dont il concède *in fine* l'utilité : dès lors que la guerre d'expansion territoriale permet, mieux que la paix « impossible » du Directoire, l'intensification des échanges culturels en Europe, la guerre de conquête devient aussi un instrument au service du progrès de la civilisation. On en veut pour exemple le traitement de la question de la Grèce en 1799 : à partir de la rupture diplomatique avec l'Empire ottoman, *Le Magasin* semble défendre le principe suivant lequel la Grande Nation a à la fois le droit et le devoir de libérer la Grèce du joug ottoman : les rédacteurs participent donc pleinement à la campagne menée par les intellectuels français en faveur de ce qui devient véritablement une « cause » grecque<sup>128</sup>, à travers la réhabilitation de l'image du Grec moderne menée notamment par le géographe Edme Mentelle au sein de l'Institut national. Comme lui, le *Magasin encyclopédique* défend le principe suivant lequel les Grecs n'étant pas des « barbares », la France se doit de les réintégrer dans le processus de civilisation européen dont ils sont exclus sous la tutelle turque. L'obscurantisme « ottoman » est d'ailleurs désormais explicitement condamné alors même que sa culture avait toujours été l'objet d'une curiosité bienveillante de la part du périodique. Qu'il y ait donc eu une volonté des rédacteurs du *Magasin* de détourner les armées françaises du côté de la Grèce ne fait pas de doute. Cependant, ce dessein s'explique moins par la volonté

d'asseoir l'hégémonie française sur le continent, que par la possibilité même de sauvegarder, et d'avoir ainsi enfin accès, au patrimoine culturel de la Grèce antique<sup>129</sup>.

- 45 Dans la même logique, les rédacteurs défendent l'idée qu'une « nouvelle acquisition » est « d'autant plus agréable, qu'elle enrichit notre patrie, sans appauvrir la nation à laquelle nous la devons »<sup>130</sup> - Millin allant même jusqu'à soutenir que ces pillages favorisent l'émulation et la renaissance des arts jusque dans les pays qui en ont été dépouillés<sup>131</sup>. Dans le *Magasin*, ces pillages qui n'en ont pas le nom, puisqu'ils permettent de sortir de l'ombre des « trésors » jusqu'ici « enterrés » dans les sanctuaires religieux ou dans les cabinets privés des princes et des élites et, en les exposant, de les faire connaître au public, se justifient moins par rapport à une dimension nationaliste que par rapport à une dimension universelle - la France devenant ainsi le conservatoire des arts et des sciences pour toute l'Europe. Ils ne découlent pas d'un quelconque « droit » à la confiscation, dérivant de sa supériorité militaire, mais du « devoir » de rassembler et de thésauriser en France les productions culturelles européennes. Ainsi, il n'y a jamais de légitimation de l'hégémonie française que dans un seul domaine - la culture - et à la seule condition d'en assurer la diffusion et la publicité dans ses musées et ses institutions savantes, afin que cette supériorité culturelle soit source d'émulation à l'échelle européenne - la culture ne pouvant être confisquée que pour mieux rayonner. Dans l'optique des promoteurs de l'encyclopédisme, cette entreprise est moins le fruit d'une conjoncture militaire et diplomatique spécifique, encore moins le symptôme d'une dérive nationaliste, que l'actualisation d'un cosmopolitisme profondément renouvelé dans le contexte post-thermidorien.
- 46 Parce qu'elle suppose et permet la comparaison, la démarche encyclopédique remet en cause une certaine conception hégémonique de la Grande Nation : celle-ci est moins un « centre » qu'un moteur de civilisation ; moins une entité nationale méfiante et méprisante à l'égard des nations étrangères, qu'une partie d'un vaste ensemble culturel hétérogène qui ne peut se développer qu'en communiquant sur la base d'une réciprocité fondée sur l'égalité. Ainsi s'esquisse un renversement fondamental du discours de légitimation de la prééminence nationale, en creux dans bien des théories politiques et culturelles de l'époque : l'identité et l'expérience politique de la France ne lui donnent aucune supériorité sur les autres nations, puisque cette identité et cette expérience politique ont aussi été synonymes d'un retour de la barbarie, dont les autres nations ont été épargnées et dont les républiques-sœurs ne donnent pas l'exemple. En ce sens, la République française ne peut sans doute aspirer à être ce « modèle de civilisation » qu'elle prétend tendre aux pays voisins, mais elle doit convertir son influence politique ou militaire en un moyen d'accélération du processus de civilisation à l'échelle européenne. D'où la nécessité de disséminer ces enjeux diplomatiques dans des rubriques extrêmement diverses, qui ne sauraient se réduire à la seule étiquette « politique ». En devenant un lieu de réflexion sur l'Europe, une réflexion qui va au-delà des considérations politiques et diplomatiques immédiates et qui s'intègre dans une pensée globale sur la destinée historique de l'Europe, le *Magasin encyclopédique* soutient en creux des positions politiques décalées par rapport à la *doxa* républicaine à l'honneur sous le Directoire.
- 47 En posant l'Europe plutôt comme un « devenir » que comme un « état », comme un « processus » plutôt que comme une construction historiquement figée et géographiquement fragmentée, le *Magasin encyclopédique* œuvre en faveur d'un rapprochement entre les peuples qui était sans doute une composante essentielle du



« programme thermidorien » mais qui a été en partie dévoyée sous le Directoire par la tentation hégémonique et conquérante de la Grande Nation. Or, cette tentation a été préparée en amont et légitimée en aval par des « systèmes diplomatiques », eux-mêmes sous-tendus par des haines et des égoïsmes nationaux qui s'exacerbent dans le contexte des guerres révolutionnaires et de l'expansion militaire française. Ce que permet alors l'articulation de la réflexion sur l'histoire de la civilisation avec la pensée du devenir de l'Europe, c'est donc de reposer le débat en d'autres termes, en excluant tout préjugé et toute prétention nationalistes et en évacuant le dogme de l'exemplarité de certains modèles politiques ou culturels. La résurgence de cette thématique civilisationniste dans deux autres revues encyclopédiques, sous l'Empire d'abord (avec les *Archives littéraires de l'Europe* de Joseph-Marie de Gérando<sup>132</sup>), et sous la Restauration ensuite (avec la *Revue encyclopédique* de Marc-Antoine Jullien de Paris)<sup>133</sup>, prouve la permanence d'un projet partagé par des personnalités aux parcours différentes et aux sensibilités politiques divergentes. La force de ce projet tient moins à la charge de contestation subversive qu'il contient par rapport à un programme politique officiel qu'aux alternatives qu'il propose par rapport à des « systèmes diplomatiques » dominants. A la suite de Condorcet, Grégoire et Volney, des auteurs aussi différents que Millin, Gérando ou Jullien de Paris défendent l'idée selon laquelle « l'Europe n'est pas un modèle mais une instance critique de l'idée même de modèle, un lieu intellectuel où tous les modèles sont présentés et confrontés » : elle se « fait recherche et non conquête, émulation et non hégémonie » (Charles Coutel)<sup>134</sup>. La pérennité de l'encyclopédisme à la charnière du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle a permis la survivance d'une certaine idée de l'Europe : l'encyclopédisme cosmopolite promu par cette presse savante a peut-être été l'un des derniers lieux où l'Europe a été définie comme une entité culturelle immuable qui se fonde sans jamais disparaître dans des cadres géopolitiques flous aux enveloppes politiques fluctuantes.

---

## NOTES

1. *Le Magasin encyclopédique* [M. E.], t. 7, 1796, « Avis aux souscripteurs », p. VII.
2. *M. E.*, t. 5, 1795, p. 3.
3. Marc BELISSA, *Repenser l'ordre européen (1795-1802). De la société des rois aux droits des nations*, Paris, Éd. Kimé, 2006.
4. Pascal HUMMEL, « Le passé présent : philologie périodique dans le *Magasin encyclopédique* », dans Geneviève ESPAGNE, Bénédicte SAVOY (dir.), *Aubin-Louis Millin et l'Allemagne : Le Magasin encyclopédique*, Hildesheim, Georg Olms Verlag, 2005, p. 149-150.
5. Sur le « traumatisme » causé par son emprisonnement à Saint-Lazare au lendemain de la proscription des Girondins, voir la *Notice sur Aubin-Louis Millin par Charles-Guillaume Krafft*, Paris, imp. Le Doux, 1818, p. 15 et *Notice historique sur la vie et les ouvrages de M. Millin par M. Dacier, secrétaire perpétuel de l'Académie royale des Inscriptions et des Belles-Lettres*, Paris, Firmin Didot, 1821, p. 10.
6. Jean-Luc CHAPPEY, *La Société des Observateurs de l'Homme (1799-1804), : des anthropologues au temps de Bonaparte*, Paris, SER, 2002, p. 50-54.

7. Bronislaw BACZKO, *Comment sortir de la Terreur : Thermidor et la Révolution*, Paris, Gallimard, 1989, p. 264-277.
8. *M. E.*, t. 13, 1797, p. 225-233.
9. *M. E.*, t. 3, 1795, p. 5-6.
10. Bronislaw BACZKO, « Le tournant culturel de l'an III », dans Roger DUPUIS et Marcel MORABITO (dir.), *1795, Pour une république sans révolution*, Rennes, PUR, 1996, p. 18.
11. *M. E.*, t. 1, 1795, p. 1, Citation de Grégoire, extraite du *Rapport sur les encouragements, récompenses et pensions à accorder aux savants*, p. 16.
12. Dès 1780, Millin se forme à l'étude des antiquités et de la numismatique sous la houlette de Jean-Jacques Barthélémy, directeur du cabinet des médailles de la Bibliothèque royale puis nationale. À la mort de ce dernier en octobre 1795, Millin lui succède, après avoir été directeur de la Commission temporaire des Arts (janvier-février 1795) puis conservateur-professeur du Muséum des Antiques (juin 1795).
13. Jean-Claude BONNET, « Le nouvel état des lettres », dans Jean-Claude BONNET (dir.), *La carmagnole des muses : l'homme de lettres et l'artiste dans la Révolution*, Paris, Armand Colin, 1988, p. 298 et p. 302.
14. Bernard PLONGERON (éd.), *L'abbé Grégoire et la République des savants*, Paris, Éd. du CTHS, 2001, p. 42. Ces idées sont systématisées dans deux écrits tardifs de Grégoire, le *Plan d'association générale entre les savants, gens de lettres et artistes, pour accélérer les progrès des bonnes mœurs et des lumières* (non daté mais écrit entre 1816 et 1817), et l'*Essai sur la solidarité littéraire entre les savants de tous les pays* (1824).
15. *M. E.*, t. 1, 1795, p. 86-108.
16. Keith Michael BAKER, *From Natural Philosophy to Social Mathematics: writing the history of nineteenth-century science*, Chicago, University of Chicago Press, 1975, p. 343.
17. Marcel DORIGNY, « Condorcet, libéral et girondin », dans Pierre CREPEL et Christian GILAIN (dir.), *Condorcet, mathématicien, économiste, philosophe*, Paris, Minerve, 1989, p. 333.
18. CONDORCET, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, édition établie par Alain Pons, Paris, Garnier Flammarion, 1988, « Dixième époque : des progrès futurs de l'esprit humain », p. 265-296. Voir Charles COUTEL, « L'idée d'Europe chez Condorcet », dans Michèle MADONNA DESBAZEILLE (dir.), *L'Europe, naissance d'une utopie ? Genèse de l'idée d'Europe du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Montréal, L'Harmattan, 1996, p. 94.
19. Voir par exemple l'hommage rendu à la réédition de l'ouvrage de Condillac *Le commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre*, qui est « digne d'appeler toute l'attention du législateur et de l'homme d'état » (*M. E.*, t. 2, 1795, p. 426).
20. Sylvie LE MOEL, « Le texte traduit comme enjeu de la médiation culturelle franco-allemande », dans Geneviève ESPAGNE, Bénédicte SAVOY (dir.), *Aubin-Louis Millin et l'Allemagne, op. cit.*, p. 215-232.
21. Voir le nombre considérable de notices consacrées à tous les supports (dictionnaires, grammaires, manuels ou cours) susceptibles de favoriser l'apprentissage des langues étrangères.
22. Marc BELISSA, *Fraternité universelle et intérêt national (1713-1795). Les cosmopolitiques du droit des gens*, Paris, Éd. Kimé, 1998, p. 408-416.
23. L'article 1 du titre II de ce décret, qui réorganise la répartition des pouvoirs entre les Commissions exécutives et le Comité de salut public, dépouille la Commission des Relations extérieures de toutes ses attributions politiques, qui sont désormais exclusivement confiées au Comité de salut public.
24. Sur la portée cosmopolitique du « doux commerce », voir Céline SPECTOR, *Montesquieu et l'émergence de l'économie politique*, Paris, H. Champion, 2004, p. 178-189 et *Montesquieu : pouvoirs, richesses et sociétés*, Paris, PUF, 2004, p. 15-24, p. 223-232 ; Jean GOLDZINK, « Montesquieu et l'Europe », dans Michel PERRIN (éd.), *L'idée de l'Europe au fil de deux millénaires*, Paris, Beauchesne, 1994, p. 141-149 (p. 147).

25. *M. E.*, t. 24, 1799, p. 46-58 [premier compte rendu par AJDB] : « Cette grande entreprise dont peut-être on ne sentira pas toute la valeur, doit être cependant le phare de ceux qui sont chargés du pénible soin de faire mouvoir la machine politique et le guide de ceux dont l'intelligence, l'industrie et l'intérêt ont fait ou feront un état des relations commerciales, soit intérieures, soit extérieures ; t. 25, p. 160-184 [second compte rendu par AJDB] : « Ce tableau, d'un intérêt général, sera sûrement consulté dans les circonstances présentes par tous les peuples commerçants ».
26. Circulaire du 5 brumaire an III/26 octobre 1794.
27. André-François MIOT DE MELITO, *Mémoires du comte Miot de Melito, ancien ministre, ambassadeur, conseiller d'Etat et membre de l'Institut (1788-1815)*, Paris, Michel Lévy, 1873-1874, 2<sup>ème</sup> éd., 3 vol., t. 1, p. 52 : « Une circulaire adressée aux agents extérieurs de la République leur recommanda de mettre au premier rang de leurs devoirs les recherches sur l'état des sciences, des arts et en général des connaissances humaines dans les pays où ils exerçaient leurs fonctions. Le célèbre Volney, avec lequel je me liai et qui voulut bien me conserver jusqu'à sa mort l'amitié dont il commença alors à m'honorer, rédigea à ma sollicitation une série de questions d'économie politique que je fis passer à ces mêmes agents, dont les réponses devaient servir à donner une idée précise de l'état des diverses nations au milieu desquels ils résidaient ».
28. MAE [Ministère des Affaires Etrangères], *Personnel*, vol. 69, dossier Volney, fol. 72, Miot à Volney, 11 prairial an II/30 mai 1795.
29. Jean GAULMIER, *L'idéologue Volney (1757-1820) : contribution à l'histoire de l'orientalisme en France*, Genève, Paris, Slatkine, 1980 ; Jean ROUSSEL (ed.), *L'Héritage des Lumières, Volney et les idéologues*, Angers, Presses de l'Université d'Angers, 1988.
30. MAE, M. D. France, 655, fol. 91-189, « Essai sur le plan à établir relativement à la correspondance concernant l'économie politique, les sciences et les arts, en Italie, en Suisse, en Espagne et en Portugal, an III (1795) ».
31. Marie-Noëlle BOURGUET, *Déchiffrer la France. La statistique départementale à l'époque napoléonienne*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, 1989, p. 169-170.
32. Voir l'hommage rendu à la publication d'un livre sur l'empire ottoman qui a d'autant « plus d'intérêt que Calza [son auteur] a résidé cinq ans à Constantinople, attaché à l'ambassade de Venise et par conséquent, s'est trouvé à même de connaître par lui-même tout ce qui a rapport à la législation religieuse des mahométans, que le préjugé de l'ignorance regarde ordinairement comme privés de lois et soumis au seul caprice du despote » (*M. E.*, t. 2, 1795, p. 140).
33. Constantin-François de Chasseboeuf VOLNEY, *Questions de statistique à l'usage des voyageurs*, dans *Œuvres complètes de Volney*, Paris, Bossange, 1821, 6 vol., t. 6, p. 383-402.
34. *M. E.*, t. 1, 1795, « Analyse du cours d'Histoire du citoyen Volney, professeur à l'École Normale », par F. N. [François Noël], p. 472-489.
35. Constantin-François de Chasseboeuf VOLNEY, *Leçons d'histoire prononcées à l'École normale [an III]*, Paris, Baudoin, 1826, « Sixième séance », p. 105-107.
36. Christian DECOBERT, « Une science de nos jours. Le rapport de Bon-Joseph Dacier sur la classe d'histoire et de littérature ancienne de l'Institut », *AHRF*, n° 320, 2000 (2), p. 33-45.
37. Elizabeth GUIBERT-SLIEDZIEWSKI, « Volney, Daunou et la conception de l'Histoire », dans Jean ROUSSET, *L'héritage des Lumières, op. cit.*, p. 157-166 : « Cet enjeu est à la fois philosophique, moral et politique. Il fait de l'histoire la discipline exemplaire du nouvel ordre culturel et la pierre de touche de la moderne science des mœurs », p. 157.
38. MAE, M. D. France, 335, fol. 38, Arrêté du Comité de salut public, 13 fructidor an III/30 août 1795.
39. MAE, M. D. France, 335, fol. 1, Arrêté du Comité de salut public, 12 nivôse an III/1<sup>er</sup> janvier 1795 : « Le Comité de salut public considérant que plusieurs ouvrages estimables relatifs aux sciences et aux arts sont écrits en langue étrangère, et que faute d'être traduits le peuple français en demeure privé, voulant encourager la traduction de ces ouvrages en langue française et

favoriser leur publication par la voie de la presse, arrête : 1/ Le commissaire des Relations Extérieures est autorisé à occuper les employés de la commission des Relations Extérieures qui ont les connaissances propres à ce genre de travail, de traduire en français, en entier ou par extrait, les livres étrangers qu'il jugera les plus utiles en général et les plus propres en particulier à développer la correspondance des sciences et des arts dans les pays étrangers [...] » [souligné par nous].

40. *Mémoires de Miot, op. cit.*, p. 52.

41. Pour un état sommaire du fond de cette bibliothèque, voir MAE, *Cabinet du ministre*, vol. 2, fol. 2, « Note des livres entre lesquels on propose de prendre ceux qui pourront être placés dans le cabinet de son Excellence le ministre des Relations extérieures », s. d. [1813].

42. C'est la récompense attribuée par la Commission d'Instruction publique au manuel pédagogique *Éléments d'histoire naturelle* rédigé durant son emprisonnement sous la Terreur qui lui vaut d'y entrer en tant que chef de division du deuxième bureau de la deuxième section (spécialisée dans les bibliothèques), en septembre 1794, sur la recommandation de Ginguené et de Garat. Sur cette nomination, voir *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale [PVCIP]*, publiés par James GUILLAUME, Paris, Imp. nationale, 1889-1907, 6 vol., t. V, p. 112 et p. 115.

43. PVCIP, t. VI, séance du 3 brumaire an IV/25 octobre 1795, p. 855-856 : « Le comité arrête que le citoyen Grégoire ayant été chargé de correspondre avec la Commission des Relations extérieures pour les objets des sciences et des arts, est autorisé à transmettre à l'Institut national les lettres qu'il a reçues de la Commission sur cet objet. D'après le rapport du citoyen Grégoire, le Comité consigne dans son procès-verbal la mention honorable du zèle avec lequel la Commission des Relations Extérieures a tâché de procurer à la République de chez l'étranger ce qui tient aux sciences et aux arts. Il exprime le vœu de voir le Directoire suivre avec un zèle actif cette correspondance et se prêter à cet égard aux demandes de l'Institut national » [souligné par nous].

44. Sur l'importance des « thés littéraires » de Millin sous le Directoire, voir Alain RUIZ, « Autour du *Magasin encyclopédique*. Les amis et visiteurs germaniques d'Aubin-Louis Millin à Paris, de Thermidor à la Restauration », Geneviève ESPAGNE, Bénédicte SAVOY (dir.), *op. cit.*, p. 5-59.

45. Ferdinand BOYER, « Les diplomates du Directoire et le monde des arts, des lettres et des sciences en Toscane (1795-1799) », *Revue des Études Italiennes*, 1967, p. 271.

46. *M. E.*, t. 12, 1797, p. 539.

47. D'abord en soulignant que « l'immortel ouvrage » de Grotius *Du droit de la nature et des gens*, n'avait pas pour objet de « former des négociateurs » (*M. E.*, t. 8, 1796, p. 120-125) ; ensuite en citant les propos de Fontanes qui rejette les théories de Mably, « à qui on pardonne d'avoir outragé des noms plus grands que le sien, parce qu'il a répandu des maximes de vertu et de liberté dans ses ouvrages, mais dont il faut avouer que les préventions et l'humeur chagrine ont trop obscurci les jugements. Je doute que les grands états modernes s'éclaircissent utilement dans un écrivain politique qui n'a jamais élevé ses vues au-dessus de celle de la république de Salente, et qui ne les a pas embellies du style de Fénelon » (*M. E.*, t. 7, 1796, p. 513).

48. MAE, C. P. Venise, 251, fol. 165 : « Sur la nécessité d'une bibliothèque diplomatique sous chaque légation », mémoire remis par François Noël au commissaire des Relations extérieures, pour être communiqué à la Commission d'instruction publique, 14 floréal an II/3 mai 1794.

49. *M. E.*, t. 22, 1798, p. 252-253, Lettre de P.-H. Marron à A.-L. Millin, 19 fructidor an VI/5 septembre 1798.

50. *M. E.*, t. 14, 1797, p. 265-266.

51. *M. E.*, t. 17, 1797, p. 427.

52. Marc BELISSA, *Repenser l'ordre européen, op. cit.*, p. 127-128.

53. *M. E.*, t. 16, 1797, « Indications nécrologiques sur le comte de Bernstoff » par Paul-Henri Marron, p. 485-491 ; t. 17, p. 16, p. 485-491 ; t. 17, p. 126.

54. *M. E.*, t. 2, 1795, p. 516-527, « Notice sur M. de Hertzberg, ministre d'état et curateur de l'académie des sciences de Berlin ».
55. *M. E.*, t. 5, 1795, p. 554-555 : *La rive gauche du Rhin, limite de la République française, recueil de plusieurs dissertations jugées dignes des prix proposés, par un négociant de la rive gauche du Rhin, publié par le citoyen Georges Guillaume Boehmer (...)* ; t. 9, 1796, p. 559 : *Vues générales sur l'Italie, Malte, etc... dans leurs rapports politiques avec la République française, et sur les limites de la France à la rive droite du Rhin* [par François-René Jean de Pommereuil] ; t. 12, 1797, p. 559, *Des moyens de régénérer la France et d'accélérer une paix durable avec ses ennemis, par le citoyen Delacroix (...)*.
56. *M. E.*, t. 4, 1795, p. 137 : *Des intérêts des puissances continentales relativement à l'Angleterre, par Charles Théremin, conseiller d'ambassade de Prusse, ci-devant employé à la cour de Londres, chez Louvet, veuve Gorsas et Desenne.*
57. *La Décade philosophique*, t. 6, n° 51, 30 messidor an III/18 juillet 1795, p. 565-566.
58. C'est le cas des *Mémoires militaires sur Kiehl, contenant la relation du passage du Rhin par l'armée de Rhin et Moselle, sous le commandement du général Moreau, et celle du siège de Kiehl, l'on y a joint le précis des opérations de la campagne de l'an IV, par un officier supérieur de l'armée, rangé sans commentaire dans la catégorie « art militaire »* (*M. E.*, t. 14, 1797, p. 134-135) ; des *Campagnes des Français pendant la Révolution(...)*, t. 1<sup>er</sup> et II, contenant les campagnes de 1792, par A. Liger, an VI, 1798, annoncé sans commentaire dans la rubrique « histoire » (*M. E.*, t. 19, 1798, p. 140-141 ; t. 23, p. 280) ; enfin, la publication d'une *Vie de Hoche, général des armées de la République française* par A. Rousselin, fait l'objet d'une critique très ironique du commentateur qui souligne que si 1000 pages lui sont consacrés, il faudra une bibliothèque entière pour faire la biographie de Bonaparte et qui recommande de « retrancher des pièces qui n'ont d'intérêt que ceux du moment », ce qui est le vœu de « ceux qui, dégagés de tout esprit de parti, ne le jugent que sous le rapport littéraire » (*M. E.*, t. 20, 1798, p. 281-282).
59. *M. E.*, t. 18, 1798, p. 278-280.
60. Fondé à Hambourg en janvier 1797 par Jean-Louis Amable de Baudus, éditeur scientifique qui a émigré avec les princes, il est en dirigé par Pierre-François Fauche. Réimprimé en France jusqu'au 18 fructidor an V, date à laquelle il est interdit, il y connaît rapidement un grand succès. Sur ce journal, voir Eugène HATIN, *Bibliographie historique et critique de la presse périodique française*, Paris, Anthropos, 1965 [1866], p. 278-280 et Paul HAZARD, « Le Spectateur du Nord », *Revue d'histoire littéraire de la France*, 1906, p. 26-50.
61. *M. E.*, t. 13, 1797, p. 431-432 : « Le premier [numéro] contient le prospectus servant d'introduction et un tableau politique de l'état de l'Europe. Notre journal, entièrement consacré aux lettres, ne s'arrêtera point sur cette partie purement politique ; mais sous le rapport littéraire, on peut dire, sans crainte d'être démenti que ce tableau est fait par un homme exercé à écrire, par un homme de talent ».
62. *Le Spectateur du Nord, journal politique, littéraire et moral*, n° 1, « Tableau de l'Europe au 1<sup>er</sup> janvier 1797 », p. 17-124. L'auteur de ce tableau met en garde contre les vellétés hégémoniques de la France et de l'Angleterre qui menacent toutes deux la tranquillité de l'Europe - la première sur le continent et la seconde sur les mers. Ces deux puissances ne peuvent trouver d'accord que par l'arbitrage d'un puissant souverain, en l'occurrence, Pierre 1<sup>er</sup> qui est proposé comme médiateur (p. 76-77).
63. *Ibid.*, p. 6-7.
64. *M. E.*, t. 31, 1800, p. 280-282 : *Compte rendu du Coup d'œil politique sur l'Europe à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, précédé de quelques observations sur la France avant et depuis la Révolution ; ainsi que d'un examen de la conduite de l'Autriche et de l'Angleterre, considérée comme cause première de la guerre actuelle et des changements qu'elle a amenés.*
65. Sur le rôle de la guerre de Trente ans dans la genèse de l'idée d'Europe, voir Luigi PUNZO, « La réforme baconienne du savoir et la culture européenne », dans Michèle MADONNA DESBAZEILLE (dir.), *L'Europe, naissance d'une utopie ?*, op. cit., p. 13-23 (p. 13-14).

66. *M. E.*, t. 2, 1795, p. 211-223 (p. 213). Ce compte rendu est de Charles Lobstein.
67. Je remercie Patrice Bret de m'avoir soumis cette hypothèse qui paraît vraisemblable : Alexandre Pierre Julienne de Belair s'est en effet distingué pour ses ouvrages de fortifications après avoir mené une carrière militaire qui l'a successivement mené en Hollande et en Prusse, où il réside deux ans et où il rencontre Mirabeau. En août 1792, il est nommé ingénieur en chef par la Commune de Paris, en charge de la défense de la capitale, avant de participer à la campagne de 1793 dans l'armée du Nord. À partir de 1794, il quitte l'armée et se spécialise dans les questions d'agriculture et de subsistance. C'est cette reconversion dans les « arts de la paix », au premier rang desquels il place l'agriculture, qu'il salue dans l'annonce de la publication d'un ouvrage vantant les mérites de « l'art défensif » qu'il signe de sa main dès le premier numéro du *Magasin* (t. 1, p. 158-163). Il est probable qu'il ait voulu, sous ses initiales, valoriser cet autre « art de la paix » qu'est la diplomatie.
68. *M. E.*, t. 14, 1797, p. 359-370 : Compte rendu [par AJDB] de : *De l'association des princes du corps germanique, ouvrage traduit de l'allemand de M. Muller, publié par les soins du citoyen Mercier*.
69. *M. E.*, t. 18, 1798, p. 33-68.
70. *M. E.*, t. 28, 1799, p. 264-265.
71. Michèle MADONNA DESBAZEILLE (dir.), « Introduction », *L'Europe, naissance d'une utopie ?*, op. cit. p. 7-8 ; Michèle CRAMPE-CASNABET, « Europe et cosmopolitisme. La question de la paix : l'abbé de Saint Pierre, Jean-Jacques Rousseau, Kant », dans Michel PERRIN (éd.), *L'idée de l'Europe au fil de deux millénaires*, op. cit., p. 151-159.
72. *M. E.*, t. 6, 1795, p. 426 : « On parle beaucoup du *Projet de Paix Perpétuelle* d'E. Kant, ouvrage dont le *Moniteur* a fait mention au n° 103, 8 janvier 1796. On publiera bientôt une traduction française de cet ouvrage chez Frédéric Nicolovius, libraire à Königsberg, en Prusse, et chez Jansen et compagnie, imprimeurs libraires, cloître Germain l'Auxerrois » ; t. 9, 1796, p. 135 [annonce de la traduction sans commentaire] ; t. 9, 1796, p. 310-323, Compte rendu du *Projet de paix perpétuelle, par E. Kant, traduit de l'allemand, Jansen, an IV* [compte rendu réalisé par A. Keil].
73. François AZOUVI et Dominique BOUREL, *De Königsberg à Paris : la réception de Kant en France (1788-1804)*, Paris, Vrin, 1991, p. 77-84.
74. Pour le commentaire de ces six articles, voir Marc BELISSA, *Fraternité universelle*, op. cit., p. 433-436.
75. Gérard RAULET, « L'universalisme dans la différence : Kant européen ? », dans Michèle MADONNA DESBAZEILLE (dir.), op. cit., p. 116.
76. Bernard GAINOT, *1799, un nouveau jacobinisme ? La démocratie représentative, une alternative à Brumaire*, Paris, Éd. du CTHS, 2001, p. 200.
77. Bertrand BINOCHÉ, « Diderot et Catherine II ou les deux histoires », dans Bertrand BINOCHÉ et Franck TINLAND (dir.), *Sens du devenir et pensée de l'histoire*, Paris, Champvallon, 2000, p. 143-162.
78. Jean-Luc CHAPPEY, *Des anthropologues sous Bonaparte. La Société des Observateurs de l'homme*, Paris, Société des études robespierristes, 2002.
79. Frances ACOMB, *Anglophobia in France 1763-1789 : an Essay in the History of Constitutionalism and Nationalism*, Durham, NC, Duke University Press, 1950 ; Norman HAMPSON, *The Perfidy of Albion : French Perceptions of England during the French Revolution*, Basingstoke, MacMillan, 1998 ; Michael RAPPORT, « Deux nations malheureusement rivales : les Français en Grande Bretagne et les Britanniques en France, et la construction des identités nationales pendant la Révolution », *AHRF*, n° 342, 2005 (4), p. 21-46.
80. *M. E.*, t. 25, 1799, p. 34-46 : Compte rendu [par AJDB] de *l'Histoire philosophique et politique des Révolutions d'Angleterre, depuis la descente de Jules César jusqu'à la paix de 1783, par le citoyen \*\*\**, auteur de plusieurs ouvrages connus, Paris, Moutardier, 1799 (p. 37).
81. *M. E.*, t. 16, 1797, p. 21-35 : Compte rendu [par AJDB] du *Voyage en Angleterre, en Ecosse, et aux îles Hébrides, ayant pour objet les sciences, les arts, l'histoire naturelle et les mœurs*, par B. Faujas Saint-

Fond, 2 vol., chez Jansen ; t. 25, 1799, p. 156-184 : Compte rendu du *Dictionnaire universel de la Géographie commerçante* par J. Peuchet, Paris, Blanchon : « Les deux états les plus éclairés de l'Europe, la France et l'Angleterre sont aussi ceux où les arts du commerce et des manufactures ont fait le plus de progrès mais on doit avouer que les Anglais les ont conduites à un degré de supériorité, qui demande de la part des Français encore quelques efforts pour l'atteindre » (p. 168).

82. *M. E.*, t. 5, 1795, p. 516-520 : Article intitulé « De l'influence du climat sur les lettres. Rapprochements relatifs à l'Angleterre » [par le chevalier Th. H\*\*\*], dans lequel l'auteur défend la supériorité anglaise en matière de poésie épique et de traductions des auteurs grecs et latins.

83. *M. E.*, t. 6, 1795, p. 411-419 ; t. 13, p. 285-287 ; t. 24, 1799, p. 214-226 : « [...] Dans un siècle enfin où nous devons tant à un nombre de savants anglais tantôt nos maîtres, et tantôt nos émules ardents dans la recherche de la vérité des sciences et des arts on conviendra que, dans de telles circonstances, a été de la part des auteurs de cette bibliothèque une excellente idée de faire connaître en France et dans notre langue, toutes les meilleures productions de la Grande Bretagne ».

84. *M. E.*, t. 18, 1798, p. 418-419 ; t. 22, p. 416-417.

85. *M. E.*, t. 9, 1796, p. 256-258.

86. *M. E.*, t. 3, 1795, p. 82-84 : Compte rendu [par A. L. Millin] de *L'Histoire d'Olivier Cromwell* par Jedy Dugour, Paris, an III, dans lequel la comparaison entre Robespierre et Cromwell est battue en brèche par Millin au nom de l'impartialité nécessaire à l'écriture de l'histoire. À l'inverse, l'année suivante, les poèmes satiriques sur la révolution anglaise sont pourtant promus comme une « leçon précieuse pour le moraliste et le législateur », tant pour leur « contraste frappant » que pour « leur « ressemblance marquée avec la Révolution française » et « parce qu'ils nous apprennent à connaître et à comparer les hommes d'alors et d'aujourd'hui, les uns superstitieux fanatiques, les autres philosophes enthousiastes ou athées sanguinaires et féroces » (*M. E.*, t. 10, 1796, p. 227-229 : Compte rendu [par E. B.] de la *Clef générale de l'Hudibras, poème anglais de Butler, et de quelques autres écrits anglais satyriques de ce temps, qui font allusion à la révolution arrivée sous Charles I*). En 1799, l'un des rédacteurs du périodique livre une critique sans concession des effets politiques et moraux de la révolution anglaise en même temps qu'il vante les « bonnes qualités trop méconnues » de Charles I (*M. E.*, t. 25, 1799, p. 34-46 : Compte rendu [par AJDB] de *L'Histoire philosophique et politique des Révolutions d'Angleterre, depuis la descente de Jules César jusqu'à la paix de 1783, par le citoyen \*\*\**, auteur de plusieurs ouvrages connus, Paris, Moutardier).

87. *M. E.*, t. 5, 1795, p. 238-250 : Compte rendu [par E. B.] des *Œuvres politiques de J. Harrington, contenant la république d'Océana, les aphorismes, et les autres traités de ce même auteur, précédés de l'histoire de sa vie* par J. Roland, ouvrage traduit de l'anglais, Paris, Leclere, Quatremère, 1795.

88. *M. E.*, t. 6, 1795, p. 278 : Annonce de la parution de *l'Esquisse philosophique des principes de la société et du gouvernement*, Londres, Elmsley, 1795. Voir également *M. E.*, t. 9, 1796, p. 89-96 : Compte rendu [par J. L. G.] des *Lettres de Mirabeau à Chamfort (...)*, Paris, chez le directeur de la Décade Philosophique, an V, dans lequel sont cités les passages dans lesquels Mirabeau rend hommage à la Constitution britannique et place le peuple anglais au « premier rang » des « peuples connus, parce qu'il a quelque liberté civile ».

89. *M. E.*, t. 22, 1798, p. 414 : Compte rendu [par P.-H. Marron] de *History of the original constitutions of Parliaments*, par T. Oldfield, Londres, 1797, qui « met dans le plus grand jour tous les abus qui se sont progressivement introduits dans la constitution parlementaire de l'Angleterre, et propose ensuite les moyens d'en faire une représentation vraiment nationale ».

90. *M. E.*, t. 25, 1799, p. 34-46 : Compte rendu [par AJDB] de *L'Histoire philosophique et politique des Révolutions d'Angleterre, depuis la descente de Jules César jusqu'à la paix de 1783*, Paris, Moutardier, qui condamne le déséquilibre des pouvoirs de la Constitution anglaise et les « convulsions politiques » qui en ont résulté et qui « ont injecté dans le caractère de ce peuple ces germes de

faction, cet esprit d'inquiétude et d'inconstance que les influences du luxe, les bienfaits des sciences et des arts, et la civilisation perfectionnée n'ont point encore modifié ».

91. *M. E.*, t. 24, 1799, p. 284-285 : Compte rendu de la *Correspondance entre Frédéric II, roi de Prusse, et le marquis d'Argens, avec les épîtres du roi au marquis*, Paris, Fuchs, 1798.

92. Voir par exemple, *La Décade philosophique*, t. 6, n° 43, 10 messidor an III / 28 juin 1795, p. 49.

93. *M. E.*, t. 18, 1798, p. 314-331 : Compte rendu [par AJDB] de la *Vie de Catherine II, impératrice de Russie*, 2 vol., Buisson ; voir également *M. E.*, t. 33, 1800, p. 477-481 : Compte rendu [par AJDB] de *L'Histoire de la Russie* de l'historien Pierre-Charles Levesque, salué pour avoir su « venger cette grande législatrice des accusations injurieuses dont on a cherché avec affectation à flétrir la gloire ».

94. *M. E.*, t. 31, 1800, p. 424 [notice signée A.-L. Millin].

95. Marc BELISSA, « Les Lumières, le premier partage de la Pologne et le « système politique » de l'Europe », *AHRF*, n° 356, 2009, p. 57-92.

96. Vladimir SOMOV, « Pierre-Charles Levesque, protégé de Diderot et historien de la Russie, dans *Cahiers du monde russe*, n° 43 (2-3), avril-septembre 2002, p. 275-292.

97. *M. E.*, t. 8, 1796, p. 234 ; t. 14, 1797, p. 268 ; t. 17, 1797, p. 600-601 ; t. 27, 1799, p. 561-563 ; t. 28, 1799, p. 218-219.

98. *M. E.*, t. 5, 1795, p. 490-494 ; t. 6, 1795, p. 499-512 ; t. 14, 1797, p. 476-486 ; t. 18, 1798, p. 460 ; t. 23, 1799, p. 273 ; t. 25, 1799, p. 287-288 ; t. 27, 1799, p. 561-563.

99. *M. E.*, t. 29, 1799, p. 433-438 : Compte-rendu [par Brack] de la *Dissertation sur les Antiquités de la Russie, contenant l'ancienne mythologie, les rites paysans etc... des Russes, comparés avec les mêmes objets chez les anciens et particulièrement chez les Grecs*, par Mathieu Guthrie, conseiller de cour de Sa Majesté impériale, Saint Pétersbourg, de l'imprimerie du corps impérial des cadets nobles, 1795.

100. *M. E.*, t. 24, 1798, p. 539-545.

101. Albert LORTHOLARY, *Les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle et la Russie : le mirage russe en France au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Boivin, 1951 ; Ewa BÉRARD, « Saint Pétersbourg et l'Europe des Lumières », dans Michel ESPAGNE et Katia DMITRIEVA (dir.), *Transferts culturels triangulaires France-Allemagne-Russie*, Paris, Maisons des sciences de l'homme, 1996, p. 13-40 ; Gianluigi GOGGI, « Diderot et le concept de civilisation », *Dix huitième siècle*, n° 29, 1997, p. 353-373 ; Georges DULAC, « Quelques exemples de transferts européens du concept de civilisation », dans Bertrand BINOCHE (dir.), *Les équivoques de la civilisation*, Seyssel, Champ Vallon, 2005, p. 105-136 ; Marc BELISSA, *La Russie mise en Lumières : représentations et débats autour de la Russie dans la France du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, éd. Kimé, 2010, p. 90-119.

102. Céline SPECTOR, « Science des mœurs et théorie de la civilisation : de *L'Esprit des Lois* à l'école historique écossaise », dans Bertrand BINOCHE (dir.), *Les équivoques de la civilisation, op. cit.*, p. 136-160.

103. Sur les fréquentes et abondantes informations sur la Hollande, délivrées par Noël à Millin depuis La Haye, voir Alain RUIZ, *art. cit.*, p. 16.

104. *M. E.*, t. 5, 1795, p. 137 : Annonce du *Discours républicains sur divers sujets importants*, La Haye, J. Plaat, 1795 ; t. 5, p. 137-138 : Annonce du *Projet d'une constitution indivisible*, par Corneille Zillesen, Leide, chez Herdingh et Mortier, 1795 ; t. 12, p. 272 : Annonce du *Tableau de l'histoire de la dernière révolution des Provinces-Unies*, par Corneille Rogge, Amsterdam, chez J. Allard, 1796.

105. *M. E.*, t. 8, 1796, p. 282-283.

106. *Problème politique à résoudre*, sans auteur, s. d. [an IV], Jansen, p. 51-69.

107. *M. E.*, t. 6, 1795, p. 279-280.

108. *M. E.*, t. 8, 1796, p. 119.

109. *M. E.*, t. 12, 1797, p. 439-442.

110. *M. E.*, t. 19, 1798, p. 601-602.

111. *M. E.*, t. 19, 1798, p. 174-194.



112. *M. E.*, t. 8, 1796, p. 281-282 : Annonce de la publication de *De l'état politique et économique de la France sous sa constitution de l'an III, ouvrage traduit de l'allemand*, Strasbourg chez Levrault, Paris, chez Fuchs, an IV. Cet ouvrage est attribué par Barbier à Benjamin Vaughan.
113. *M. E.*, t. 13, 1797, p. 289-302.
114. *M. E.*, t. 8, 1796, p. 420-421.
115. *M. E.*, t. 8, 1796, p. 278.
116. *M. E.*, t. 5, 1795, p. 139-140.
117. *M. E.*, t. 25, 1799, *Compte rendu du Voyage dans les Etats-Unis d'Amérique fait en 1795-1797 par La Rochefoucault-Liancourt*, 8 vol., an VII : premier extrait, p. 319-342 ; second extrait, p. 458-480 [signés AJDB].
118. *M. E.*, t. 2, 1795, p. 358-364 ; t. 17, p. 386-397 ; t. 20, 1798, p. 547-548, t. 25, 1799, p. 319-342 et p. 458-480, t. 26, 1799, p. 41-49.
119. *M. E.*, t. 19, 1798, p. 195-219 ; t. 25, 1799, p. 478-479.
120. *M. E.*, t. 19, 1798, p. 565. Voir à ce sujet la publicité systématique donnée aux travaux de Talleyrand au sein de l'Institut, consacrés aux rapports coloniaux et commerciaux entre les Etats-Unis et l'Europe (*M. E.*, t. 12, 1797, p. 526 et p. 536 ; t. 14, 1797, p. 267-268 et p. 403-404).
121. *M. E.*, t. 13, 1797, p. 503-509 : *Compte rendu* [par Silvestre de Sacy] de l'ouvrage d'Adrien de Texier, *Du gouvernement de la République romaine*, p. 503-509. Voir également les comptes rendus consacrés aux ouvrages des historiens allemands de l'université de Göttingen, particulièrement versés dans l'histoire romaine, et notamment les travaux de deux d'entre eux : Johann Gottfried Herder (*M. E.*, t. 26, 1799, p. 479-499 ; t. 27, 1799, p. 289-328 ; t. 28, 1799, p. 199-214) et Christoph Meiners (*M. E.*, t. 4, 1795, p. 224-230).
122. *M. E.*, t. 4, 1795, p. 224-230 : *Compte rendu de l'Histoire de la décadence des mœurs chez les romains, et de ses effets dans les derniers temps de la république, traduite de l'allemand de C. professeur de philosophie à Göttingen, par René Binet*, Paris, chez Jansen, an III.
123. Et ce, même si dans sa correspondance privée, Millin ne cesse de critiquer les choix opérés par les commissaires envoyés par le Directoire en Italie, par manque de connaissances en histoire ancienne et en archéologie. Voir la lettre n° 4 de Millin à Boettiger, 7 juin 1797 et la lettre n° 27, 5 décembre 1798 publiée par Geneviève ESPAGNE et Bénédicte SAVOY (dir), *op. cit.*, p. 304 et p. 361.
124. *M. E.*, t. 7, 1796, p. 514-517 ; t. 14, 1797, p. 411-415 ; t. 18, 1798, p. 392-393 ; t. 20, 1798, p. 416-427 ; t. 22, 1798, p. 239-251, p. 401, p. 546-552 ; t. 23, 1799, p. 102-105.
125. *M. E.*, t. 22, 1798, p. 336. Les tomes 22 et 23 sont respectivement dédiés aux « savants courageux, compagnons illustres de Bonaparte, l'Italique » et à « l'Institut du Caire ».
126. Millin insiste particulièrement sur ce point dans son discours d'ouverture au Lycée républicain du 1<sup>er</sup> frimaire an VII. Pour Millin, l'arrivée des objets d'art et d'histoire saisis à l'étranger doit stimuler le goût pour l'Antiquité et l'archéologie, servir de fondement à un nouvel enseignement et à de nouvelles recherches et compenser le retard pris par la France dans ces domaines.
127. Sur ces aspects, voir notamment Bénédicte SAVOY, *Patrimoine annexé, les biens culturels saisis par la France en Allemagne autour de 1800*, Paris, EMSH, 2003, 2 vol., t. 1, p. 11-54 et p. 317-388 ; Pierre-Yves LACOUR, « Les commissions pour la recherche des objets d'arts et de sciences en Belgique, Allemagne, Hollande et Italie (1794-1797) : des voyages naturalistes », dans Nicolas BOURGUINAT et Sylvain VENAYRE (dir.), *Voyager en Europe de Humboldt à Stendhal : contraintes nationales et tentations cosmopolites (1790-1840)*, Paris, Nouveau Monde, 2007, p. 21-40.
128. Dimitri NICOLAÏDIS, *D'une Grèce à l'autre : représentation des Grecs modernes par la France révolutionnaire*, Paris, Les Belles lettres, 1992, p. 179-194 (p. 180-181).
129. *M. E.*, t. 24, 1799, p. 9-30 : « Description des territoires d'Epidaure et de Trézène en Grèce, lue à la séance littéraire du Lycée Républicain, 6 pluviôse, par le citoyen Mentelle, membre de l'Institut national ».
130. *M. E.*, t. 14, 1797, p. 120-121.

131. M. E., t. 23, 1799, p. 406-407 : Compte rendu de l'ouvrage allemand *Sur le transport des monuments de l'art conquis à Rome. Mémoire lu dans la société d'antiquité de Cassel par Louis Voelkel (...)*, Leipsic, 1798.

132. Roland MORTIER, *Les Archives littéraires de l'Europe (1804-1808) et le Cosmopolitisme littéraire sous le Premier Empire*, Bruxelles, Palais des Académies, 1957 ; Jean-Luc CHAPPEY, « Les Archives littéraires de l'Europe (1804-1808). Un projet intellectuel et politique sous l'Empire », dans *La Révolution française* [en ligne], « Dire et faire l'Europe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle » [URL : <http://lrf.revues.org/index284.html>].

133. Barbara REVELLI, « Correspondance et presse périodique. *La Revue Encyclopédique* (1819-1831) et le réseau de correspondance de Marc-Antoine Jullien de Paris », dans Pierre-Yves BEAUREPAIRE, Jens HÄSELER et Antony MCKENNA (dir.), *Réseaux de correspondance à l'Âge classique (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle) : matérialité et représentation*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2006, p. 347-357.

134. Charles COUTEL, *art. cit.*, p. 95.

---

## RÉSUMÉS

Loin de se réduire à une entreprise strictement culturelle, le cosmopolitisme encyclopédique promu par Aubin-Louis Millin de Grandmaison est chargé d'enjeux politiques : en l'an III, *Le Magasin encyclopédique* a joué un rôle majeur décisif dans la redéfinition culturelle de la diplomatie thermidorienne et dans la promotion d'une Europe pacifiée ; sous le Directoire, ce périodique s'est également imposé comme un des lieux de déconstruction des « systèmes diplomatiques » de la Grande Nation. A travers la revalorisation des nations jusqu'alors stigmatisées comme « mineures » ou « barbares », ses rédacteurs ont cherché à défendre un modèle d'équilibre européen qui remet en cause les prétentions hégémoniques de la Grande Nation. Dans cette conception, l'Europe ne saurait se réduire à un ordre géopolitique fixé par des traités diplomatiques : elle est pensée comme un espace d'échanges (économiques et culturels) qui doivent permettre de rapprocher entre elles les nations.

## INDEX

**Mots-clés** : Magasin encyclopédique, diplomatie, civilisation, grande Nation, écriture de l'histoire, cosmopolitisme

## AUTEUR

**VIRGINIE MARTIN**

Université Panthéon-Sorbonne

Ea 127/ Institut d'histoire de la Révolution française-Ums 622